

EERSTE DEEL ASSEMBLAGE PARTIEL

De vergadering wordt geopend om 14.22 uur en voorgezeten door de heer Siegfried Bracke.
La séance est ouverte à 14.22 heures et présidée par M. Siegfried Bracke.

De **voorzitter**: De vergadering is geopend.
La séance est ouverte.

Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.
Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Aanwezig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering:
Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance:
Charles Michel, Kris Peeters, Didier Reynders, Maggie De Block, Daniel Bacquelaine, Willy Borsus, Jacqueline Galant, Sophie Wilmès, Bart Tommelein.

Berichten van verhindering Excusés

, wegens gezondheidsredenen / pour raisons de santé;
, wegens ambtsplicht / pour devoirs de mandat;
, met zending buitenslands / en mission à l'étranger;
, verhinderd / empêché;
, buitenslands / à l'étranger.

Federale regering / gouvernement fédéral:
.

Rouw hulde – de heer Jean Defraigne Éloge funèbre – M. Jean Defraigne

Le **président** (devant l'Assemblée debout):
De **voorzitter** (voor de staande Assemblée):

Nous avons appris le décès, le mercredi 16 mars dernier, du ministre d'État Jean Defraigne, président honoraire de la Chambre des représentants.

Avec Jean Defraigne disparaît une personnalité hors pair, qui a marqué notre Assemblée de son empreinte, surtout au cours de son septennat présidentiel.

Né à Roosendaal-en-Nispen, aux Pays-Bas, en 1929, Jean Defraigne fit de brillantes études de droit à Liège, où il s'établit comme avocat. Il entra à la Chambre en 1965 et se fit d'emblée connaître pour son indépendance d'esprit, ses connaissances juridiques, son franc-parler et la rigueur de ses interventions.

Membre de notre Assemblée jusqu'en 1974, Jean Defraigne siégea ensuite trois ans au Sénat, avant de redevenir, en 1977, membre de la Chambre. Il présidera notre Assemblée en 1980 puis de 1981 à 1988, l'année où il a quitté notre Assemblée.

Dans le gouvernement présidé par Edmond Leburton, il fut le titulaire de l'Économie régionale wallonne, tandis que dans le premier gouvernement de Leo Tindemans, il fut, de 1974 à 1976, ministre des Travaux publics.

Libéral de tête et de cœur, très indépendant de caractère, ses collègues au gouvernement l'avaient qualifié un jour de "volcan d'où jaillissent feu et flammes" !

Toen Jean Defraigne in 1980 voor de eerste keer tot kamervoorzitter werd verkozen, wisten onze collega's heel goed dat ze de voorzittersstoel toevertrouwden aan een zeer ervaren, geheel onafhankelijk en uiterst besluitvaardig man met een uitgesproken karakter en een zeer scherp verstand. Hoewel zijn eerste voorzitterschap als gevolg van de politieke omstandigheden van korte duur was, ging het niet onopgemerkt voorbij. Zijn collega's stelden immers al snel vast dat hun voorzitter niet alleen het Reglement kende maar hij ging er ook zeer handig mee om.

Ze waardeerden tegelijk zijn precieze taalgebruik, zijn tactische veldheersblik, zijn efficiënte werkwijze en zijn onpartijdigheid. En dan was er ook zijn opvliegend karakter, maar dat werd hem meestal bijna altijd vergeven.

La deuxième présidence de Jean Defraigne dura plus de six ans: de 1981 à 1988.

Jean Defraigne avait du goût pour sa fonction. Le perchoir, les réunions de travail, les conférences des présidents, toutes ces activités lui convenaient. Maîtrisant parfaitement les sujets abordés, sachant éclairer les débats, les guider et les conclure, maniant l'humour et parfois l'ironie, suivant ses humeurs ou l'inspiration du moment, il parvenait toujours à tirer de la discussion de procédure la plus confuse, une conclusion concrète, pragmatique et de nature à éclairer ses pairs sur le véritable enjeu des débats parlementaires.

Les députés voyaient en lui un homme indépendant, garant de leurs prérogatives, qui savait rappeler par ses actes et son autorité que le pouvoir suprême est et doit rester le pouvoir législatif.

Il fallait du courage pour défendre, comme il l'a fait, le système parlementaire au cours des périodes des pouvoirs spéciaux.

Na het Belgische politieke toneel te hebben verlaten werd Jean Defraigne - die door de Koning in 1983 was benoemd tot minister van staat - lid van het Europees Parlement.

In dat Parlement ontpopte hij zich tot een vurig pleitbezorger voor de omvorming van het Parlement van Straatsburg tot een echt parlement met ruimere bevoegdheden, dat invloed kon uitoefenen op de Europese besluitvorming.

In de laatste jaren van zijn leven was Jean Defraigne voorzitter van de Arbitragecommissie van zijn partij, die op die manier haar voordeel kon doen met zijn schat aan politieke ervaring.

Avec Jean Defraigne disparaît un très grand parlementaire, un chef né. Et, s'il lui est arrivé de heurter l'un et l'autre par ses emportements, il a aussi su faire preuve, dans beaucoup de circonstances et d'une manière très discrète, de mansuétude et de grandeur d'âme!

Sous des dehors bourrus, il cachait un cœur d'or et la rancune lui était inconnue. Notre ancien président possédait les qualités propres aux vrais hommes d'État: le courage, l'indépendance, le sens du service et du devoir.

J'ai adressé en votre nom les condoléances de notre assemblée à notre collègue Christine Defraigne, présidente du Sénat, ainsi qu'à la famille Defraigne qui est présente dans notre tribune et que je salue.

Charles Michel, premier ministre: Monsieur le président, mesdames et messieurs, c'est une grande personnalité politique qui nous a quittés le mois dernier. Les événements tragiques nous avaient contraints à différer cet hommage à cette personnalité attachante.

Jean Defraigne était issu d'un milieu modeste. Son grand-père était chapelier et ouvrier agricole saisonnier. Son père était vannier. On dit des Hesbignons qu'ils connaissent la valeur de l'effort, qu'ils sont des gens de bon sens, des gens décidés et aussi parfois des gens qui on la tête près du bonnet. À cet égard, Jean Defraigne était un vrai Hesbignon.

Tous les témoignages concordent sur le fait qu'il s'agit d'une personnalité bien affirmée, dotée d'un tempérament volcanique. C'était un homme de franc-parler, toujours prêt à défendre ses opinions contre vents et marées et ce, dès son plus jeune âge.

À l'athénée déjà, il se bagarrait contre les lycéens rexistes, à l'époque où Léon Degrelle caracolait dans les sondages. Sa mère, un jour, l'a vu revenir en sang. Cela prouve que, dès son enfance, il s'agissait d'un homme de conviction, authentique démocrate.

Rapidement, il évolua vers le libéralisme avec une énergie admirable. Sa carrière se déroulera au pas de charge: Docteur en droit, avocat, échevin à Liège, député libéral de choc, grand défenseur des indépendants, juge de paix suppléant, secrétaire d'État, ministre des Travaux publics, président de la Chambre, député européen ou encore administrateur de société. "Un personnage" disait-on de lui aussi bien rue de la Loi qu'au barreau de Liège.

J'aimerais parler de l'homme et de toutes les qualités qu'il a mises au service du pays. Jean Defraigne fut assurément un excellent président de la Chambre. Il a d'ailleurs été reconduit à cette prestigieuse fonction à l'unanimité par acclamation. À la Chambre, il faisait corps avec la fonction. Il était connu par ses collègues pour ne jamais quitter sa chaise. Il semblait incorporé au perchoir qu'il présidait.

Une chose sur laquelle il était intraitable, c'était la ponctualité. Les séances de la Chambre commençaient à la seconde près, à l'heure prévue et gare aux retardataires! C'était aussi un tribun redoutable. Il avait un sens extraordinaire de la répartie, qualité qu'il partageait avec son grand ami, Herman De Croo. Sa verve faisait la joie de la presse et de toute l'assemblée, majorité comme opposition. Un jour, il a même réprimandé publiquement et vertement le ministre Jean Gol, arrivé en retard à l'assemblée. C'est vous dire qu'il n'avait peur de rien.

Mais tout le monde s'accorde sur le fait que, en dépit de ce tempérament soupe au lait de caractère, cet homme était en fait incapable de rancune. Sous des dehors brusques, il avait un cœur d'or et était émotionnel. Il était imprégné au plus haut degré du sens du respect des droits de chacun. C'était aussi un homme cultivé qui lisait énormément.

Dames en heren, Jean Defraigne zorgde ervoor dat de rechten van de oppositie en de vrijheid van meningsuiting in het Parlement werden gerespecteerd. Hij aarzelde niet om de regering te bekritisieren, zelfs niet toen zijn eigen partij aan de macht was tijdens de regeerperiode met bijzondere bevoegdheden.

Wij herinneren ons dat hij zich volop inzette om het Heizeldrama uit te klaren. Daarmee zat hij volledig in zijn rol van wetgever en behoeder van de Grondwet. Politieke verantwoordelijkheid was voor hem van essentieel belang.

Hij droeg ook bij aan de federalisering van het land. Zijn invloed was bepalend toen een tweederdemeerderheid gezocht werd om de Grondwet te wijzigen. Bovendien was hij actief betrokken bij de Waalse Gewestraad en de Franse Gemeenschapsraad.

Jean Defraigne was ook een moedig man, moedig in zijn strijd tegen de oppositie, maar soms ook binnen de eigen partij. Het is vanwege al zijn kwaliteiten, dat hij door de Koning tot minister van Staat werd benoemd.

J'ai également eu l'occasion de présenter mes condoléances à sa fille, notre collègue Christine, qui comme son père assume la tâche délicate de présider une assemblée. Au nom du gouvernement, je présente mes plus sincères condoléances à toute sa famille et à ses proches.

De **voorzitter**: Collega's, mag ik u vragen om enige ogenblikken stilte in acht te nemen ter nagedachtenis van de oud-voorzitter.

De Kamer neemt een minuut stilte in acht.

La Chambre observe une minute de silence.

Ordre du jour

Agenda

Le **président**: Monsieur Nollet, vous avez la parole.

Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Monsieur le président, pour l'organisation de nos travaux, nous avons prévu, dans un premier temps, un mini-débat sur le conclave budgétaire et ensuite, des questions à poser au premier ministre sur un enjeu essentiel, à savoir la sécurité des aéroports. Manifestement, des questions avaient aussi été posées à la ministre Galant par des collègues de la majorité sur Belgocontrol. Je vois que ces questions ont été finalement dirigées vers le premier ministre alors que la ministre Galant est présente.

Mon intervention ne porte pas seulement sur ce volet, mais sur le fait que des éléments nouveaux sont arrivés dans le débat sur la sécurité des aéroports. Pour que ce débat s'organise en connaissance de cause et en toute transparence, nous pourrions profiter du mini-débat pour diffuser ces éléments afin que l'ensemble des collègues en dispose. Je les ai et je peux vous les amener. Il s'agit de deux pièces importantes qui démontrent noir sur blanc que ce que disait la ministre Galant n'est pas correct. Je les donnerai aussi au premier ministre, de cette façon, nous disposerons des tous les éléments pour le débat de tout à l'heure.

Mais je me permets de vous interpeller maintenant, parce que je pense que l'ordre de nos travaux nécessite à tout le moins une petite concertation entre vous et les différents chefs de groupe. En effet, nous avons aussi pu découvrir que Mme Lalieux ici présente a reçu un courrier important de M. Ledoux. Tout cela nécessite, au-delà du débat d'actualité, que nous revoyions l'organisation de nos travaux ici en plénière, en commission et en commission d'enquête. Je vous demande donc de profiter des débats de cet après-midi pour organiser nos travaux ultérieurs en fonction de ces nouveaux éléments. Je viens immédiatement vous en déposer deux sur la table pour que tous les collègues et le premier ministre les reçoivent. Je pense que Mme Lalieux les a reçus également.

(M. Jean-Marc Nollet remet des documents au président)

Le **président**: Je vais voir ces documents, monsieur Nollet. Sont-ils publics?

Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Bien sûr.

Le **président**: Puisqu'il s'agit apparemment de documents publics, je vais les faire copier et distribuer. Entre-temps, nous verrons ce qu'il en est. Je dois, en tout cas, constater que pour changer l'ordre du jour, il faut un accord de la Conférence des présidents. Celle-ci ne s'est pas prononcée sur ce point.

In afwachting van een advies ter zake stel ik hoe dan ook voor om alvast te beginnen met het minidebat over de begrotingscontrole.

Karine Lalieux (PS): Monsieur le président, il est exact que j'ai reçu hier soir, en tant que présidente de la commission de l'Infrastructure, une lettre de sept pages expliquant les raisons de la démission de M. Ledoux. Je comptais évidemment la transmettre aux membres de ladite commission, mais puisque de nouveaux documents ont été communiqués, je vais vous la transmettre. Il s'agit d'un document officiel qu'il a également adressé au secrétariat de la commission.

Le **président**: Sur le plan pratique, est-ce le même document que vous nous avez également transmis, monsieur Nollet?

Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Non.

Karine Lalieux (PS): Monsieur le président, nous avons reçu presque tous les documents de M. Nollet, mais il s'agit ici d'une pièce unique, que je vais vous faire porter.

Marco Van Hees (PTB-GO!): Monsieur le président, j'ai reçu hier un document, mais j'ignore si c'est le même que celui que M. Nollet vient de vous remettre. Si c'est le cas, je pense qu'il est inutile que je le dépose.

Le **président**: Je ne peux pas en juger, car je n'ai pas eu le temps de consulter ces documents.

Niettemin...

Mijnheer Calvo? U hebt ook een document?

Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer de voorzitter, u zegt terecht dat de agenda van het Parlement enkel kan worden gewijzigd mits een akkoord van de Conferentie van voorzitters. Collega Nollet heeft de documenten die collega Van Hecke en collega Hellings vandaag hebben bovengespit aan u bezorgd.

Een snelle lezing zal u leren dat minister Galant dit Parlement en de publieke opinie heeft voorgelogen. Daarom wil ik voorstellen dat wij, zoals u zelf al suggereerde, de vergadering kort schorsen. Laten wij de Conferentie van voorzitters bijeenroepen en kijken hoe wij de agenda van vandaag kunnen aanpakken.

Ik meen dat het tijd is voor transparantie. Het Parlement moet zich hier meteen in vastbijten. Wij kiezen het beste voor een ordentelijke weg, namelijk die van het overleg. Dan kunt u zo meteen de vergadering organiseren.

De **voorzitter**: Wat daarnet is voorgesteld door de heer Nollet, is gebruik te maken van de tijd die, ook voor mij, nodig is om de documenten te bekijken tijdens het minidebat over de begrotingscontrole en nadien te beslissen of wij de vergadering schorsen voor de Conferentie van voorzitters of niet.

Zowel oppositie als meerderheid kan dan ondertussen wel adviezen inwinnen.

Raoul Hedebouw (PTB-GO!): Monsieur le président, à midi, nous avons appris que les parlementaires de la majorité CD&V/MR/N-VA/Open Vld avaient tous adressé le même type de questions à la ministre de la Mobilité. Je trouve la démarche assez saine.

Je constate à présent que toutes les questions ont été en quelque sorte redirigées vers le premier ministre. Pour quelle raison? Mes collègues de la majorité sont-ils d'accord avec cette décision? Je rappelle que vous avez tout à fait le droit d'adresser une question au ministre de votre choix. C'est important.

Pourrait-on donc nous justifier ce revirement de situation?

Charles Michel, premier ministre: Monsieur le président, dans le dossier Belgocontrol et la question de l'interruption de son fonctionnement, deux ministres ont été concernés. Il y a bien entendu la ministre Galant mais j'ai également demandé au ministre de l'Emploi de participer aux conversations nécessaires afin de dégager une solution.

Il m'apparaît donc légitime que je réponde aux questions dès lors que deux ministres sont concernés par cette problématique. Je donnerai tous les éléments dans le cadre de cette question qui nous est adressée.

Actualiteitsdebat

Débat d'actualité

Actualiteitsdebat over de eerste aanpassing van de begroting 2016

Débat d'actualité sur le premier ajustement budgétaire de l'année 2016

Laurette Onkelinx (PS): Monsieur le président, mes chers collègues, la Belgique souffre, et c'est une évidence. Elle souffre de la violence qui l'a touchée le 22 mars dernier, de la souffrance des victimes. Elle souffre de la peur de celles et ceux qui chérissent nos libertés et craignent pour eux et leurs enfants de vivre dans une société de repli.

Elle souffre d'une économie en berne, alors que nous étions fiers d'avoir une croissance économique supérieure à la moyenne européenne. Votre politique nous met à la traîne en dessous de cette moyenne et les conséquences des attentats vont évidemment renforcer cette dynamique.

La Belgique souffre de la confrontation sociale dans laquelle vos choix d'austérité l'ont plongée. Le modèle

belge de prospérité sociale est défiguré. Les injustices sociales, les difficultés de vie de bon nombre de nos concitoyens, cette impression de ne plus être pris en considération dans son parcours de vie créent des tensions quotidiennes.

Dans ce contexte, vous aviez le devoir de réaliser un travail budgétaire sérieux, solide et juste; un travail qui rassure! Or, vous avez fait "n'importe quoi": une inconsistance budgétaire, là où vous aviez promis de faire fort. Et dire que ce gouvernement se gaussait de pouvoir imposer une meilleure gouvernance et redresser définitivement les finances publiques! Quel échec!

Pour rétablir l'équilibre en 2018, vous aviez le défi de trouver 3,2 milliards. Dès lors, vous avez entamé le travail en divisant l'ardoise en deux. Un milliard sous le tapis! "On verra en juillet ou en octobre pour le faire." Ensuite, vous avez mis 462 millions dans une armoire: dépenses de sécurité. Cela ne comptera pas dans le solde structurel. Oui, mais comme vous faites des dépenses structurelles, tôt ou tard, l'ardoise comptera dans la trajectoire budgétaire.

Vous avez aussi contesté les chiffres du Comité de monitoring, réévalué les recettes fiscales dans les corrections techniques. Vous avez ajouté du non-structurel pour plus de 200 millions. Vous avez remis la taxe Diamant en augmentant son rendement alors qu'elle est déjà contestée par l'Europe, parce que c'est, en fait, une aide d'État aux diamantaires belges.

Vous avez mis une taxation sur les jeux et paris, alors que la compétence est régionale et vous remettez, pour la énième fois, la réforme du régime sicafo sans texte et qui avait été, pour cette raison, exclue par le comité de monitoring. Ce n'est donc pas sérieux. Le compte n'y est pas. Vous avez en réalité travaillé sur un milliard d'euros environ.

L'Europe avait déjà constaté en mars qu'un risque existe que le budget belge viole les règles européennes. Vous avez d'ailleurs reçu une lettre d'avertissement. Vous êtes en train de fragiliser encore un peu plus notre pays, et ce n'est pas acceptable.

Le pire, c'est que, dans cette portion congrue, réduite, du travail budgétaire, vous vous acharnez sur les gens. En plein scandale des Panama Papers, où l'on voit des milliards échapper aux budgets publics à cause de la fraude fiscale, au moment où vous vous offrez le luxe de faire appel d'une décision de la Commission européenne sur les *excess profit rulings* qui devaient rapporter à l'État 700 millions d'euros, alors que les patrons du BEL20 ne connaissent pas le saut d'index et s'octroient des augmentations de revenus de 20 %, votre gouvernement installe sur le podium de ceux qui contribuent le plus pour résorber le trou budgétaire les travailleurs, les pensionnés, les malades et les fonctionnaires. On se demande sincèrement comment vous n'êtes pas gêné!

Prenez les services publics. Vous ne pouvez plus faire d'économies en matière de justice, de sécurité, de défense nationale. Dans la situation actuelle, ce serait une faute grave. Bref, dans les grands départements régionaux, vous ne savez plus rien faire, et pourtant, vous remettez une somme de 355 millions d'économies, d'une part, par cette farce du *redesign* et, d'autre part, par imprudence budgétaire. On se demande ce que vous allez casser comme service public pour y arriver. Le démantèlement de l'État est-il repris dans votre cahier Atoma? Je pense qu'il est vraiment temps de jouer cartes sur table.

Je l'ai dit, pour combler le trou, vous avez choisi de pénaliser les malades, les pensionnés et les travailleurs. Des exemples: 170 millions sur les soins de santé, dont 60 millions environ d'économies pures et dures. Je dirais: où était Mme De Block, qui disait le 5 mars dernier que si on pousse plus loin les économies, ce sera sur le dos du patient? 122,5 millions sur le dos des invalides, pour les remettre au travail, en utilisant, s'il le faut, des sanctions. Dans quel monde vivons-nous?

Autre exemple: les pensionnés. Après le recul de l'âge légal, le durcissement des conditions d'accès à la pension anticipée de survie, la suppression du bonus pension, et j'en passe, voici une nouvelle couche: la suppression des tantièmes préférentiels et de la prise en compte des années d'étude pour les pensions du service public. M. Bacquelaine pourra-t-il encore affirmer que pour les enseignants, par exemple, cela ne va pas fortement diminuer leur pension, tout en prolongeant leur carrière?

En outre, comme d'habitude, non seulement vous continuez à considérer les chômeurs comme des

profiteurs, presque intrinsèquement, mais en plus vous prenez des décisions de durcissement d'accès au chômage économique dans une période où on en a tant besoin pour éviter les faillites et les licenciements.

Sur le milliard d'effort que vous avez décidé, 814 millions le sont sur le dos des citoyens. En face, il n'y a presque rien en fiscal et un petit 65 millions tiré des Panama Papers. Est-ce vraiment crédible? Comment allez-vous le faire? Mystère et boule de gomme. Sans mesure particulière, ce rendement sera impossible à atteindre car il implique que les enquêtes et les enrôlements soient clôturés en 2016.

Comment voulez-vous calmer la population en la mettant en proie à une telle injustice fiscale et sociale? À cela s'ajoute la modernisation du droit du travail. Pour vous être moderne, c'est retourner dans le passé. Il va falloir changer les définitions des dictionnaires. "Modernité" n'équivaut plus à "Récent, actuel, qui est de notre temps", dans votre vocabulaire, cela signifie "Ancien, repris du passé, archaïque, désuet et périmé".

Un seul exemple: la réforme globale de la durée du travail. En 2001, M. Peeters était devant moi en tant que membre du Groupe des dix. Nous avons fixé la durée hebdomadaire de travail à 38 heures par semaine. Tout le monde avait estimé que c'était un progrès majeur. D'autant qu'une batterie de mesures permettait de mieux concilier vie privée et vie professionnelle. Aujourd'hui, vous balayez cette référence en élargissant les dérogations, en permettant aux patrons de demander à leurs travailleurs de prester jusqu'à 50 heures par semaine ou de prester plus d'heures supplémentaires. Des tels exemples sont nombreux dans votre réforme du travail et de temps partiel. Ce que vous faites revient à diminuer le progrès social, la qualité du travail, la position du travailleur dans le dialogue avec son entreprise: vous retournez au siècle passé.

Monsieur le président, chers collègues, au moment de sa mise en place, le gouvernement a justifié l'austérité par la nécessité d'atteindre plus vite l'équilibre budgétaire et pour sauver, disiez-vous, notre modèle social sur le long terme. Je constate que l'équilibre budgétaire s'éloigne et que vous êtes en train de casser le modèle social. Reste l'austérité, que vous conservez pour protéger les plus riches de notre société et ceux qui jouent avec l'argent. Les citoyens en ont de plus en plus ras-le-bol de ce choix, et ils ont raison.

Peter De Roover (N-VA): Mijnheer de voorzitter, collega's, ik zal proberen mij enigszins aan de afgesproken spreektijd te houden.

De huidige regering is gestart met de ambitie een hervormingsregering te zijn. De net afgeronde begrotingscontrole onderstreept sterk die ambitie.

Het oude model dat hier trouwens net uit de doeken is gedaan, dat barst van de rigiditeit en een model is dat jobcreatie en activering veeleer hindert dan stimuleert, is aan een grondige revisie toe. Daartoe zijn ook dit keer opnieuw ernstige aanzetten genomen, wat onze fractie ten zeerste verheugt.

Drie punten springen daarbij in het oog. Ik wil ze hier heel kort belichten.

Het eerste punt betreft het activeren van mensen die vandaag langdurig in een ziektevoorziening zitten.

Wij hebben in het verleden te veel een zwart-witsituatie gecreëerd, waarbij mensen ofwel in staat waren volledig te werken ofwel helemaal niet in staat waren te werken. Nu evolueren wij dankzij de inspanningen van de huidige regering steeds meer naar een model waarin mensen de kans wordt geboden om te activeren.

Er wordt al te gemakkelijk gezegd en te gemakkelijk de indruk gewekt dat mensen in een situatie van ondersteuning houden, een zaak is die de betrokkenen ten goede zou komen. Nochtans weet iedereen dat het zelfs gezondheidstechnisch een goede zaak is mensen te helpen en te begeleiden.

Dat ter zake de verantwoordelijkheid wordt gedeeld en dat ter zake zowel werkgevers als werknemers en ziekenfondsen – dat is heel belangrijk – in die operatie worden meegenomen, maakt van dat onderdeel van de afspraken een heel evenwichtig pakket.

Ten tweede, de beslissingen inzake de werkloosheid, ook belangrijk ook met het oog op de activering. Ook op dit vlak wordt te gemakkelijk de indruk gewekt dat besparingen zouden neerkomen op het terugschroeven en verminderen van uitkeringen, terwijl besparingen ook kunnen worden gerealiseerd door het aantal

uitkeringstrekkers te verminderen via een activeringsbeleid of via het versterken van de filosofie dat mensen rechten opbouwen door eigen activiteiten.

Ook op dit gebied zijn een aantal maatregelen getroffen, die bijvoorbeeld verhinderen dat iemand na één dag arbeid ten volle voor een werkloosheidsvergoeding in aanmerking zou komen.

Het derde punt, een punt dat mij bijzonder na aan het hart ligt, is het pensioenluik.

Ik denk dat het perfect verdedigbaar is. Meer nog, het is een zaak van fundamentele rechtvaardigheid.

Deze week werd opgemerkt dat een jonge vrouw of man die vandaag een carrière in het onderwijs aanvat inderdaad even lang zal moeten werken als wie in andere sectoren de arbeidsmarkt betreedt. Dit is volgens mij een zaak van wederzijdse solidariteit.

Wat oudere leerkrachten betreft, - en voor u staat iemand die zich tot die categorie mocht rekenen, zich daartoe in zijn hoofd nog steeds rekent en dat wellicht ooit opnieuw zal zijn -, wij zijn heel blij dat leerkrachten zoals ik een beperkt aantal jaren langer zullen moeten werken wanneer zij al een eind zijn opgeschoten in hun carrière, maar dat zij op het einde van die inspanning een volwaardig pensioen zullen krijgen, evenwaardig aan het pensioen zoals dat vandaag wordt uitgereikt.

Dat mensen door langer te werken hun deel van de verantwoordelijkheid mee opnemen, zonder dat wij hen daardoor in hun inkomsten als gepensioneerde bestraffen, is voor ons een heel belangrijk evenwicht.

Dat een aantal systemen zoals opgebouwde ziekteperioden die niet worden gebruikt en die later kunnen worden omgezet in een soort vervroegd pensioenstelsel, worden gebannen, kan volgens mij de steun krijgen van wie wenst dat iedereen op een gelijke manier wordt behandeld.

Mijnheer de eerste minister, heren en dames ministers, collega's, ik denk dat de normale begrotingscontrole een oefening is waarbij minder ambitie aan de dag wordt gelegd dan vandaag het geval is geweest.

Ik wil in dit verband trouwens ook de initiatieven van minister Peeters inzake werkbaar werk vermelden. Die krijgen onze volle steun omdat ze passen binnen de benadering die wij daarin altijd naar voren hebben willen schuiven.

Ik denk dat deze oefening, deze begrotingscontrole, veel meer ambitie heeft uitgestraald dan doorgaans het geval is geweest.

Ik mag vooral de hoop uitspreken dat de uitvoering ervan geen aanleiding mag geven tot uitholling van de moedige maatregelen waartoe nu is beslist en dat zij in volle kracht en in volle betekenis zullen worden uitgevoerd als wet, als koninklijk besluit of in welke vorm dan ook, zodat de kracht van verandering die deze regering hiermee daadwerkelijk uitstraalt zich ook in de praktijk vertaalt. Deze waarschuwing wil ik namens onze fractie wel meegeven.

David Clarinval (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, le groupe MR se réjouit de l'accord intervenu au sein du gouvernement dans le cadre du contrôle budgétaire. Il s'agit d'un travail sérieux et crédible qui, je le rappelle, a été réalisé dans des circonstances difficiles.

Ce travail s'articule autour de deux axes forts. D'abord, la nécessité de conjuguer les impératifs du gouvernement en respectant les engagements budgétaires européens. Ensuite, la mise en œuvre de la grande priorité de ce gouvernement, à savoir la création d'emplois au travers de réformes structurelles.

Concernant le premier axe visant à respecter nos engagements de retour à l'équilibre budgétaire en 2018, les mesures budgétaires décidées représentent un effort de 2,2 milliards d'euros, tel que constaté par le comité de surveillance. Le gouvernement réaffirme clairement sa volonté de réaliser une amélioration structurelle de 0,6 % du PIB en 2016.

Il convient de souligner que cet effort important est obtenu d'une part, en préservant totalement les revenus du travail et les allocations et d'autre part, sans qu'aucune nouvelle taxe contre l'emploi et le pouvoir d'achat

à charge du citoyen n'apparaisse.

En outre, cet effort sera consenti en renforçant les mesures dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale et en créant un groupe de travail composé d'experts issus des finances et de la justice pour contrôler le phénomène de construction fiscale.

On veille également à soutenir les secteurs économiques touchés par les attentats, de manière à préserver l'emploi dans notre pays. Ce point est évidemment particulièrement important. Par ailleurs, on maintient surtout les objectifs définis dans le cadre du glissement de la fiscalité, ce qui renforcera le pouvoir d'achat des travailleurs et contribuera à créer de l'emploi via une hausse de la compétitivité.

En outre, en termes de sécurité, le gouvernement a confirmé intégralement la provision de 400 millions d'euros, dont 300 millions ont déjà été affectés.

Enfin, les dépenses liées à l'asile et à la lutte contre le terrorisme ont été neutralisées à la suite d'un feu vert donné par l'Europe. Néanmoins, en élaborant un *phasing in* permettant de réintégrer les dépenses récurrentes dans le solde structurel, notre gouvernement prouve qu'il fait preuve de prudence en ce qui concerne la trajectoire de ces dites dépenses.

Le deuxième axe fort de cet ajustement budgétaire est la mise en place de réformes structurelles créatrices d'emplois. Dans le cadre du budget 2016, c'était la mise en place d'un *tax shift* qui avait été élaborée. Aujourd'hui, dans le cadre de l'ajustement budgétaire, c'est la modernisation du marché du travail qui est visée. L'objectif est clair: offrir plus de flexibilité pour les entreprises, tout en favorisant le travail faisable pour les travailleurs et, partant, concilier enfin le monde du travail avec les réalités économiques du 21^{ème} siècle et les évolutions de la vie familiale et sociale.

Vous êtes parvenu, monsieur le premier ministre, avec votre gouvernement, à proposer un modèle *win win* dans lequel on retrouve tout simplement des mesures de bon sens. Du bon sens, tout simplement, que l'annualisation du temps de travail. La réforme qui sera opérationnelle dès l'année prochaine permettra de calculer le temps de travail sur une base annuelle et non plus sur une base hebdomadaire, comme c'est le cas aujourd'hui. C'est tout simplement plus de flexibilité dans nos entreprises pour engendrer plus de compétitivité. Tous les travailleurs ne verront donc pas leur temps de travail passer de 38 à 45 heures de manière constante. Dire cela est une contrevérité.

Une deuxième mesure de bon sens est le compte carrière. Chaque travailleur recevra un crédit de 100 heures supplémentaires qu'il ne sera plus obligé de récupérer. Les travailleurs auront alors le choix de se voir rémunérés ou de placer ces heures sur un compte carrière pour pouvoir en disposer ultérieurement comme bon leur semble. Cela s'appelle plus de liberté et plus de responsabilité.

La troisième mesure de bon sens est la formation. Il s'agit d'un aspect très important pour notre groupe car nous pensons qu'un travailleur doit pouvoir continuer à se former tout au long de sa carrière pour rester performant et continuer à apporter une plus-value à l'entreprise.

Il y a encore plein d'autres mesures de bon sens, telles que le télétravail occasionnel, le travail intérimaire à durée indéterminée qui va tout simplement permettre d'apporter plus de sécurité aux travailleurs qui sont dans le secteur intérimaire. Qui pourrait être contre cette mesure? Il y a également les horaires flottants, les dons de congé, une initiative qui émane de ma collègue, Sybille de Coster, mais aussi toute une série d'adaptations aux régimes de congés, comme le congé d'adoption.

Ces différentes réformes pourront évidemment être modifiées en fonction des accords sectoriels. L'objectif est de rendre nos entreprises plus compétitives, de leur permettre de s'adapter aux aléas économiques mais aussi d'aider les travailleurs à mieux concilier vie professionnelle et vie de famille.

Avant de conclure, je ne peux terminer cette intervention, chers collègues, sans aborder la question de la concertation sociale. Nous n'avons cessé de le répéter. La concertation sociale est pour nous indispensable. Elle permet d'aborder des dossiers en ayant les avis, les positions, les remarques tant du point de vue du ban patronal que du ban syndical. Et c'est une bonne chose car c'est en travaillant de cette manière qu'il est possible d'avancer.

Monsieur le premier ministre, confirmez-vous que les partenaires sociaux seront associés à cette importante réforme pour notre pays?

Servais Verherstraeten (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, collega's, een begrotingscontrole uitvoeren wanneer men de wind tegen hebt ten gevolge van een tegenvallende conjunctuur, is geen wandeling in het park. Dat was ook nu zeker niet het geval. De groei waar we vanuit waren gegaan bij de opmaak van de begroting, bleek zwakker dan verwacht, wat ons parten heeft gespeeld. Daarom waren er bijsturingen nodig. Collega's, die bijsturingen doen we. De begroting blijft op koers. Dat was ons uitgangspunt toen we naar de kiezers stapten en dat blijft ons uitgangspunt heel de legislatuur.

Collega's, men verwacht van ons structurele maatregelen. Die nemen we. We doen dat op het vlak van besparingen. We doen dat op het vlak van nieuwe inkomsten. We doen dat met structurele hervormingen. De combinatie van dat alles is soms niet gemakkelijk, maar wel evenwichtig.

Laat ik die structurele maatregelen even onder de loep nemen, beginnende met die in verband met werk. Het is noodzakelijk dat we de arbeidsmarkt hervormen. We kunnen namelijk beter scoren op het vlak van de uittreding uit de arbeidsmarkt en we kunnen beter scoren op het vlak van de tewerkstellingsgraad van bijvoorbeeld laaggeschoolden, allochtonen of personen met een beperking.

Wat is er mis aan, collega's, wanneer werknemers in akkoord met hun werkgever bijvoorbeeld 100 overuren kloppen en die uitbetaald willen zien of die op een loopbaanspaarrekening willen zien voor een ander moment? Wat is er mis aan dat ze die kunnen investeren in hun huis of in de studies van hun kinderen?

En ja, het is goed dat we misbruiken wegwerken. Het is uit den boze, collega's, dat lonen worden verhoogd vlak voor een ontslag, enkel opdat de betrokkene een hogere werkloosheidsuitkering zou verkrijgen.

Wat is er mis met meer controle op een correcte toepassing van het tijdskrediet? Dat is rechtvaardig. Mag ik een misverstand uit de weg werken? Aan de wettelijke voorwaarden van tijdskrediet veranderen we niets. De regering steunt ouders die hun kinderen willen verzorgen als ze ziek zijn. We breiden het zorgverlof met drie maanden uit. De regering steunt werknemers die hun stervende ouders palliatief willen bijstaan. We breiden het palliatief verlof met een maand uit.

Wij willen alleen een correcte toepassing van een betere wetgeving.

Ja, we zullen de regeling omtrent de overuren op jaarbasis berekenen. Dat doen overigens reeds meer dan 1 miljoen werknemers in ons land en dat toont aan dat werkgevers en werknemers op de werkvloer heel veel gezond verstand hebben. Ze zullen dat ook tonen met de nieuwe regeling straks, dankzij de uitbreiding van het menu, samen en in overleg met elkaar. Maar mag ik ook hier een misverstand uit de weg ruimen? De 38-urige werkweek blijft en wordt niet afgeschaft. De regeling van het overloon blijft ongewijzigd.

Trouwens, collega's, ik hoorde daarnet dat we met de regeling met betrekking tot het overloon een eeuw teruggingen. Mag ik even het geheugen opfrissen? Wie heeft de regeling omtrent de interne grens van de overuren een paar jaar geleden uitgebreid? Juist, dat was de regering-Di Rupo. Ze deed dat terecht en wij zetten gewoon stappen verder in de goede richting.

Het is ook goed dat bedrijven investeren in hun werknemers en in ontwikkeling van talent. Maar mag ik, mijnheer de eerste minister, u en uw vice-eerste minister en minister van Arbeid uitdrukkelijk vragen om toe te zien op de toepassing en de afdwingbaarheid daarvan, in overleg met de sociale partners?

Ik kom dan – ik richt mij nu tot de minister van Pensioenen - op het belangrijk dossier dat inderdaad commoties oproept, langer werken. Langer werken is gemakkelijker gezegd dan gedaan. De maatregelen die we voorstellen, kaderen in het rapport van de commissie-Vandenbroucke. Mijnheer de minister van Pensioenen, u ontving afgelopen week de sociale partners, de vakbondsdelegaties. U hebt er zich tegenover hen toe geëngageerd om naast een regeling in verband met de voordelige pensioenbreuk, er ook een voor de zware beroepen uit te werken. U hebt zich ertoe geëngageerd om alternatieven te zoeken voor pensioenen bij lichamelijke ongeschiktheid. Wel, onze vraag aan u is om het overleg omtrent de overgangsmaatregelen voort te zetten. Het parcours van een ronde van Vlaanderen wordt ook niet veranderd

midden in de finale; wij zullen dat met de regering ook niet doen.

Zet het overleg onder meer over harmonisering inzake de diplomabonificatie voort. Zet het overleg voort inzake de zware beroepen in de Nationale Pensioencommissie. Mijnheer de minister van Pensioenen, zet het overleg ook voort met de deelstaten. Het ligt immers gevoelig op het vlak van onderwijs. Wij willen uitdrukkelijk samen met iedereen in onze assemblee het beroep van leerkracht aantrekkelijk houden. Wij zullen dus rekening houden met de zorgen die in de leraarskamers leven.

Mijnheer de eerste minister, ik kom bij het laatste hoofdstuk, de fiscaliteit. Sedert de regeringsvorming is de fiscale wereld veranderd met LuxLeaks, SwissLeaks en de Panama Papers. Wat vroeger naïef was als men het niet deed, is vandaag onaanvaardbaar als men het wel doet. Mijnheer de eerste minister, onze fractie heeft vanaf dag 1 van uw regering gehamerd op meer fiscale rechtvaardigheid. We zullen dat blijven doen. Uit de verklaringen van de minister van Financiën van afgelopen week leren wij dat hij ons hierin volgt en ons steunt, wat ons ten zeerste verheugt.

Ik heb bij de beleidsverklaring in oktober jongstleden gezegd dat de vooropgestelde opbrengsten inzake de kaaimantaks, de bankentaks en de diamanttaks gehaald moeten worden. Wij zullen daarop toezien. De regering heeft dat ook herhaald, wat mij logisch lijkt. Welnu, collega's, dat vergt dan meer dan aankondigingen. Aankondigingen moeten in wetgeving worden omgezet. Maar zelfs dat zal niet volstaan. Dat vergt ook nieuwe initiatieven, anders halen wij de cijfers niet. Die cijfers zijn voor ons onontbeerlijk en maken deel uit van het taxshiftakkoord. Dat vergt extra inspanningen, extra inspanningen die we ook op het vlak van de strijd tegen de fiscale fraude verwachten. Mijnheer de minister van Financiën, wij vragen u om na de Panama Papers enkele versnellingen hoger te schakelen. Het is onaanvaardbaar dat we inspanningen vragen van de werkenden, werknemers of zelfstandigen, terwijl enkelingen de dans ontspringen.

Mijnheer de voorzitter, ik rond af. De begrotingscontrole verhoogt de lasten op degenen die werken niet. De begrotingscontrole vraagt inspanningen van wie rookt, dieselt of gokt. De begrotingscontrole blijft inzetten op economische groei met sociale vooruitgang. Ze zal ook moeten blijven inzetten op meer fiscale rechtvaardigheid.

Mijnheer de eerste minister, u hebt een zware klassieker afgelegd en met succes afgerond, maar binnen korte tijd staat u nog een grote ronde met bergetappes en zware cols te wachten. Wij zullen u daarin steunen. Wij zullen uw bondgenoot zijn om de begrotingen op koers te houden, uw bondgenoot om de facturen niet door te sturen naar komende generaties en uw bondgenoot om meer fiscale rechtvaardigheid in dit land en de hele wereld te krijgen.

Vincent Van Quickenborne (Open Vld): Mijnheer de eerste minister, het afgelopen weekend hebt u een akkoord bereikt over de begrotingscontrole en dat in moeilijke omstandigheden. De terreuraanslagen die ons land hebben getroffen, hebben veel van uw aandacht gevestigd. Ook de extra uitgaven die u voor de veiligheid en voor de vluchtelingen hebt moeten doen, hebben de oefening moeilijk gemaakt, maar u hebt ze tot een goed einde gebracht.

Mijn fractie heeft van bij het begin aangedrongen op een ernstige oefening, een oefening waarin drie principes centraal stonden.

Het eerste principe is dat wij moeten vasthouden aan het begrotingstraject dat met Europa werd overeengekomen. Het tweede principe is dat wij moeten inzetten op structurele hervormingen in de plaats van eenmalige maatregelen. Het derde principe is dat als iedereen voor eigen deur keert de straat proper is.

Met deze begrotingscontrole en deze structurele hervormingen hebt u aangetoond dat deze regering een echte hervormingsregering is. De eerste achttien maanden hebt u ingezet op lagere lasten. Lagere lasten voor mensen die werken, om mensen meer netto te geven. Lagere lasten voor mensen die werk geven om meer jobs te creëren.

Het voorbije weekend hebt u daaraan een derde hoofdstuk toegevoegd, een nieuwe vennootschapsbelasting met speciale aandacht voor onze kmo's. Die lagere lasten zijn belangrijk om onze economie te stimuleren, maar ze zijn maar één kant van de medaille.

Even belangrijk is het moderniseren van onze arbeidsmarkt. Laat ons eerlijk zijn, voor de tewerkstelling van blanke mannen en vrouwen tussen 25 en 55 jaar doet ons land het heel goed, maar als het gaat over de tewerkstelling van die andere groepen, lager geschoolden of mensen met een vreemde afkomst, is er een probleem in ons land.

Daarom moeten wij die mensen meer kansen geven. Dat is wat de hervorming van de arbeidsmarkt beoogt: iedereen integreren op de arbeidsmarkt. De annualisering van de arbeidstijd biedt perspectief omdat het onder meer vrijheid geeft aan werknemers om hun werk af te stemmen op het gezin. Ik geef u een voorbeeld: het co-ouderschap. Als de kinderen de ene week bij de ene ouder verblijven dan kan die ouder wat minder werken. Het omgekeerde geldt voor de andere ouder. Hij kan in die week wat meer werken. Het geeft de werknemers instrumenten om meer autonoom te zijn en op die manier hun werklevens beter in te richten.

Wat doet de oppositie? De oppositie schreeuwt moord en brand alsof wij eeuwenoude verworvenheden op de helling zetten, alsof de werknemer opnieuw de slaaf wordt van de patroon. Niets is minder waar. Collega Verherstraeten heeft het reeds gezegd. Vandaag kunnen reeds 1 miljoen mensen genieten van het systeem van de annualisering van de arbeidstijd. Bovendien heeft elke regering in de afgelopen 20 jaar het principe van de annualisering opgenomen in haar regeerakkoord. Het is deze regering die deze maatregel ook uitvoert.

Naast de arbeidsmarkt moeten wij ook onze economie moderniseren. De tijd staat niet stil, collega's. De economie verandert aan een razendsnel tempo. Het is minister De Croo die een kader zal uitwerken voor de deeleconomie om ervoor te zorgen dat mensen tegen lagere kosten en met minder administratieve lasten aan de slag kunnen. Na de succesvolle flexi-jobs van minister Peeters en staatssecretaris Tommelein is het nu tijd voor flexizelfstandigen. Deze mensen kunnen in de deeleconomie actief zijn zodat ze hopelijk later kunnen uitgroeien tot zelfstandigen in bij- of hoofdberoep.

Collega's, ook over die andere structurele hervorming – de overheidspensioenen – werd heel veel misbaar gemaakt. Laat mij eerst dit zeggen: de pensioenhervormingen van minister Bacquellaine houden steek. Er is beslist en de hervormingen werden uitgevoerd. De cijfers geven de regering gelijk. Ze zorgen ervoor dat ons pensioenstelsel op lange termijn betaalbaar is en blijft. Dat is de verdienste van deze pensioenhervorming.

Zij die denken dat de kous daarmee af is, vergissen zich. Wij moeten nog hervormingen doorvoeren omdat wij de verschillende statuten van werknemers, ambtenaren en zelfstandigen dichter naar elkaar moeten brengen.

Dat zullen we doen. Mijn fractie vindt dat het niet meer van deze tijd is dat mensen op de leeftijd van 55 jaar op pensioen gaan. Voordelige preferentiële systemen en tantièmes moeten ook worden aangepast. Uiteraard moeten ook de overheidspensioenen worden hervormd. Voor alle duidelijkheid, wij zullen niet beknibben op de pensioenbedragen. Wel vragen wij dat de spelregels gelijk zijn voor iedereen. Dat doen wij om de enige reden dat wij de sociale zekerheid willen behouden. We willen denken aan de volgende generaties. Dat is juist sociaal, dat is sociale politiek.

Wat is er dan asociaal? Het is asociaal wanneer iemand zich in allerlei bochten wringt, via Panama, via de Maagdeneilanden of via god weet wel kanaal, om zijn vermogen te verbergen voor de fiscus. Dat is asociaal en onrechtvaardig. Onze fractie is daaromtrent duidelijk. Als mensen kiezen voor het comfort om in België te wonen, te werken, te ondernemen en te genieten van de sociale zekerheid, dan moeten die mensen hier belastingen betalen. Het is simpel: ofwel woont men hier en betaalt men hier belastingen, ofwel pakt men zijn koffers en vertrekt men naar Panama. Kies dan voor dat land, kies ervoor om daar te gaan wonen en daar belastingen te betalen.

Mijnheer de eerste minister, sommigen zeggen dat deze regering alleen maar kibbelt. Sommigen zeggen dat deze regering alleen oog heeft voor verkiezingen. Sommigen speculeerden zelfs op de val van de regering. Zij dwalen! Deze regering plant, beslist en voert uit. Deze regering kiest voor hervormingen, omdat zij kiest voor de toekomst. Dat houdt deze regering bijeen: hervormen om het land opnieuw een toekomst te geven. Mijnheer de eerste minister, daarom zullen wij u steunen.

Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, dames en heren ministers,

collega's, deze regering zou orde op zaken stellen, deze regering zou het echt anders doen. Laten wij twee voorbeelden aanhalen. Zij zou de begroting op orde stellen voor eens en altijd en de economie zou groeien want er zou een herstelbeleid gevoerd worden vanaf de eerste dag.

Collega's, wat merken wij na anderhalf jaar regering-Michel? De economische groei ligt sinds lang onder het Europese gemiddelde. Ik zeg wel: onder het Europese gemiddelde. De inflatie in ons land is zeer hoog, als één van de weinige landen in Europa.

Wat de begroting betreft, 2016 was amper twee maanden bezig of er zat een gat van 2 miljard in de begroting.

De huidige begrotingscontrole is alweer een zeer zware opdracht voor deze regering. Wat deze regering vergeet, is dat zij de tekorten volledig aan zichzelf te danken heeft. Door de vele facturen die de burgers opgelegd krijgen, ontstaat er natuurlijk een probleem van koopkracht en stijgt de inflatie.

Mijnheer de eerste minister, wanneer u in uw begroting enkele bedragen als inkomsten inschrijft waarvan uw eigen administratie zegt dat zij onhaalbaar zijn, is het niet moeilijk te begrijpen dat het Monitoringcomité op een bepaald moment een dringende controle suggereert, want er zijn grote tekorten.

U hebt een taxshift ingevoerd, waarvan niet alleen de oppositie maar ook een deel van uw meerderheid zegt dat zij niet gefinancierd is. Het is dus niet verwonderlijk dat de begroting ontspoord en dat er bij de begrotingscontrole 3 miljard moet worden gezocht. U hebt daarvan 1 miljard gewoon doorgeschoven naar de toekomst, en nu moet u nog 2 miljard zoeken.

Collega's, de begrotingscontrole is er nu. Zal deze begrotingscontrole een oplossing bieden? Jammer genoeg is het antwoord neen. De begrotingscontrole is volledig ongeloofwaardig, en vooral oneerlijk.

U herinnert zich dat het Monitoringcomité op een bepaald moment erop heeft gewezen dat er veel lucht in de begroting zit, omdat een aantal cijfers compleet onhaalbaar is. Die opmerking kwam er in maart 2016.

Wat doet u bij de begrotingscontrole? U voegt de lucht er gewoon opnieuw in.

Mijnheer de eerste minister, ik geef u een aantal voorbeelden, voor het geval u aan die zaken mocht twifelen.

Er wordt 250 miljoen euro voor de vastgoedbevak's opnieuw ingevoerd. Er wordt ook 50 miljoen euro voor de karaattaks opnieuw ingevoerd. Collega's, herinnert u zich dat de karaattaks een zekere inkomst zou zijn? Niet de fraude en niet de inkomsten van de diamantairs wilde de regering belasten. Neen, zij zou de karaattaks invoeren, die een zekere inkomst van 50 miljoen euro per jaar zou opleveren. In 2015 leverde die taks geen inkomsten op. In 2016 is ze uit de begroting geschrapt. De regering wierp immers op dat zij op Europa moest wachten, waardoor die 50 miljoen euro misschien onhaalbaar zou worden. Wat doet de begrotingscontrole? Zij schrijft dat bedrag van 50 miljoen euro voor de karaattaks gewoon opnieuw in.

Er wordt 100 miljoen euro voor redesign ingeschreven. Ook op dat punt heeft de meerderheid, zelfs een lid van de regering, toegegeven dat dergelijk bedrag heel moeilijk haalbaar zal zijn. Er is tot nu toe nog niets voor uitgewerkt. Er bestaat amper een A4'tje over. Wat doet de begrotingscontrole? Ze schrijft dat bedrag gewoon opnieuw in.

Over de opbrengst van de kaaimantaks herinnert u zich dat die taks eerst 120 miljoen euro zou opleveren, waarna de regering daaraan nog een bedrag van 340 miljoen euro heeft toegevoegd. Bij de huidige begrotingscontrole wordt in dat verband opnieuw 70 miljoen euro ingeschreven. Nochtans geeft de eigen administratie aan dat het heel onwaarschijnlijk is dat genoemd bedrag zal worden gehaald.

Kortom, collega's, deze begrotingsoefening is compleet ongeloofwaardig.

Ik heb het daarbij dan nog niet gehad over de speculatietaks waarover u ook hebt aangegeven dat die taks een bepaald bedrag aan inkomsten zou opleveren. Nu blijkt echter dat er heel wat ontwijkingmogelijkheden zijn, zoals ook bij andere taksen het geval is.

Collega's, zal u die bestrijden? Neen, u laat dat zo passeren, maar u laat wel het bedrag in de begroting staan.

Over de fiscale regularisatie herinnert u zich dat de Raad van State, op onze vraag, de vorige regeling heeft geschrapt. Er komt een nieuwe regeling, die er echter niet nu maar pas in juli 2016 komt. Welk bedrag wordt echter ingeschreven? Er wordt een volledig bedrag voor een volledig jaar ingeschreven. Met andere woorden, ook dat bedrag zal niet worden gehaald.

De lucht die in maart 2016 uit de begroting is gehaald, hebt u er in april 2016 opnieuw ingevoerd.

Ongeloofwaardig en oneerlijk!

Collega's van de meerderheid, waar zult u opnieuw besparen? Ik heb het nu gehad over de inkomsten. Waar zult u besparen? Zult u kijken naar degenen die hun geld hebben geparkeerd in Panama en die hier belastingen ontduiken? Zult u daarnaar kijken? Neen, collega's, u hebt daarvoor amper 65 miljoen ingeschreven. Dit is zeer kenmerkend, niet alleen voor de regering, maar voor de begroting. 65 miljoen inschrijven die u bij de fraudeurs zult halen, maar bij de zieken ruim het dubbele. Dat is wat deze regering kenmerkt: het halen waar het niet moet gehaald worden en het niet halen waar het eigenlijk zit. Ongeloofwaardig en oneerlijk!

Collega's, de langdurig zieken worden gesanctioneerd. Zorgen voor een ziek kind, daarover zal men in de toekomst moeten overleggen met de collega's. Een beginnende jonge bouwvakker die niet kan werken door de weersomstandigheden, zal vanaf nu geen inkomen meer hebben. Dan de 38-urenweek, iets waar gezinnen zeker in kleine kmo's op rekenen om inderdaad werk en gezin te kunnen combineren. In de toekomst zal men afhankelijk zijn van wat de werkgever vraagt. Dit is voor ons onaanvaardbaar.

Laten we nu eens kijken naar de pensioenen. Daarstraks heeft een collega gevraagd om overleg met de Gewesten op te starten. Mag ik u eraan herinneren dat gisteren een debat in het Vlaams Parlement heeft plaatsgevonden en dat de Vlaamse regering, bij monde van minister Crevits, heeft geëist dat deze maatregel van uw regering verder wordt bekeken?

Moeten er maatregelen worden genomen om de vergrijzing in de toekomst te kunnen bekostigen? Uiteraard. Wij zijn de eersten om daarin mee te gaan. Maar moeten de zaken altijd bij de gewone burger worden gelegd? Neen. Als u zich beroept op het rapport Vandenbroucke, dan moet u dat toch eens herlezen. Wat is daarin essentieel? Drie zaken.

Een eerste zaak: we moeten langer werken. Langer werken wil ook zeggen dat er werkbaar werk moet zijn. Wat doet deze regering? Ze maakt er wendbaar werk van. Dat is iets helemaal anders dan werkbaar werk.

Ten tweede, u hervormt de pensioenen niet, u voert een besparing in. Dat is iets anders. Als men de pensioenen wil hervormen, zegt het rapport, moet men breed consulteren. Men moet voor een breed draagvlak zorgen. Wat doet u? U voert maatregelen in en u zult daarna eens consulteren.

Een derde zaak in het pensioenrapport is de vraag waar men het geld haalt. Het rapport zegt zeer duidelijk dat dat niet alleen bij de loon- en weddetrekkenden moet, maar ook bij de vermogens. Beste regering, dat bent u alweer even vergeten.

Mijnheer de voorzitter, ik rond af. Collega's, wat doet de regering? Mijnheer de minister, uw begroting zit vol lucht, is onfair ten opzichte van de burger, die al heel veel heeft moeten inleveren en die dankzij de voorgestelde begroting nog meer zal moeten inleveren. Het is het bekende recept. Nogmaals, ik wil nog een zinnetje herhalen: 65 miljoen zult u halen bij de Panamafradeurs en meer dan het dubbele haalt u bij de zieken. Dat is uw begrotingscontrole.

Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer de eerste minister, het debat geeft u niet alleen nog even de tijd om na te denken over de manier waarop u omspringt met een minister die het blijkbaar moeilijk heeft om de waarheid te vertellen, het debat is ook op zichzelf heel erg belangrijk. U bent een jonge eerste minister, de jongste in de geschiedenis, als ik mij niet vergis. U bent echter bijzonder conservatief als het gaat over

vergaderlocaties. U kiest net als de eerste ministers van de jaren 90, Jean-Luc Dehaene destijds, voor Hertoginnedal. De werkplaats van de loodgieter uit die tijd is ook de werkplaats geworden van de loodgieters die vandaag ons land besturen. Het vervelende effect van het onderhandelen in kastelen is dat er een zekere wereldvreemdheid optreedt en dat er minder voeling is met de realiteit. Blijkbaar waren de onderhandelingen zo moeizaam dat uw meerderheid en uw ministers zelfs de kranten van de afgelopen weken niet hebben kunnen lezen. Blijkbaar heeft men Panama Papers gemist op Hertoginnedal. Blijkbaar heeft men niet ontdekt dat er een gigantisch probleem is inzake fiscale ontwijking, inzake fiscale fraude.

Mag ik u aanraden om niet meer op Hertoginnedal te vergaderen. Kies voor een andere locatie en als u toch hardnekkig doorzet en nog eens vergadert op Hertoginnedal, zorg er dan alstublieft voor dat er wifi aanwezig is.

Mijnheer Verherstraeten, u hebt in uw bekende stijl een vurig pleidooi gehouden voor de keuzes, voor de begrotingscontrole en voor de richting die de meerderheid heeft gekozen, en eerlijk gezegd begrijp ik dat niet. Met betrekking tot de lucht in de begroting, zal ik mij straks met veel plezier tot u richten, mijnheer Van Rompuy, ik kijk ernaar uit.

Mijnheer Verherstraeten, ik begrijp niet hoe een christendemocraat trots kan zijn op een begroting waarin post Panama Papers 65 miljoen euro extra wordt gezocht inzake fiscale fraude en 122 miljoen euro bij langdurig zieken. Is dat uw maatschappelijk project? Is dit het sociale gelaat van de heer Peeters: meer halen in de sociale zekerheid, meer halen bij langdurig zieken dan bij de fiscale toeristen in Panama? Ik begrijp dat niet. De meerderheid zet hardnekkig de koers van onrechtvaardigheid voort.

Ten tweede, om de heer Van Rompuy een plezier te doen wil ik de begrotingsernst, de begrotingsdiscipline van de meerderheid aanhalen. Mevrouw Wilmès, u hebt geen gemakkelijke erfenis gekregen, het is een moeilijke opdracht om minister van Begroting te zijn, maar dat betekent nog niet dat u daarmee op een nonchalante manier moet omspringen. Het ontbreken van wifi in Hertoginnedal heeft er blijkbaar ook voor gezorgd dat u het rapport van het monitoringcomité niet op een serieuze manier hebt gelezen.

Mijnheer Van Rompuy, u zei, in uw persoonlijke strijd met de heer Van Overtveldt, dat er miljarden zoek zijn, dat de begroting niet klopt, maar vandaag applaudisseert u wel voor een begroting vol vaagheden, vol onzekerheden. Ik wil ze gerust met u overlopen. U bent voorzitter van de Kamercommissie voor Financiën. Is de fiscale regularisatie reeds goedgekeurd? Neen, dat is nog niet gebeurd. En toch zegt de regering dat ze op 250 miljoen euro rekent om dat gat dicht te rijden. Ik neem de diamantaks onder de loop.

De **voorzitter**: Mijnheer Van Rompuy, u krijgt één minuut voor een persoonlijk feit.

Eric Van Rompuy (CD&V): Mijnheer Calvo, bij wijze van voorbeeld, of de fiscale regularisatie nu goedgekeurd wordt in april of in juli, men kan dat dit jaar slechts één keer doen. Dat heeft dus geen enkel maandelijks gevolg, men kan perfect 250 miljoen innen in juli, het is niet zo dat januari en februari verloren zijn, men kan dat één keer doen, men kan dat trouwens maar één keer in a lifetime doen.

Mijnheer Calvo, die slogans en het feit dat u steeds over cijfers begint zonder te weten wat er achterzit, dat hangt mijn strot uit! (*Applaus op de banken van de meerderheid*)

Kristof Calvo (Ecolo-Groen): We maken een historisch moment mee: de N-VA-fractie applaudisseert voor Eric Van Rompuy, omdat hij mee de verdediging opneemt voor de onrechtvaardige keuzes van de N-VA-meerderheid.

Eric Van Rompuy (CD&V): U moet ernstig zijn.

Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Ik ben ernstig, toch in dit scenario. Ik weet, mijnheer Van Rompuy, hoe fiscale regularisatie in haar werk gaat, maar er is nog geen kader. Ik hoop trouwens dat wij dat kader kunnen tegenhouden. Ik zou, na de Panama Papers, van u en de heer Verherstraeten trouwens verwachten dat u beiden het ook tegenhouden. De fiscale regularisatie is trouwens maar een van de onzekerheden.

Is er voor de diamantaks al groen licht van Europa? Nee, er is nog geen groen licht van Europa. Toch staat de diamantaks erin.

Mijnheer Van Rompuy, vindt u het, als begrotingsgeweten van het Parlement, ernstig dat 400 miljoen euro voor veiligheidsuitgaven uit de begroting wordt gehouden, als een zagezegd eenmalige uitgave, alsof wij die bijkomende investeringen in veiligheid volgend jaar niet zullen moeten doortrekken? Dat laat u allemaal passeren.

Vóór de begrotingscontrole had CD&V veel praat. Ooit was er een tijd dat die partij een eerlijke bijdrage voor de grote vermogens wou. Daar spreekt zij vandaag niet meer over. Voor de begrotingscontrole, mijnheer Van Rompuy, was u daar om te zeggen dat de cijfers niet kloppen. Binnenkort drukt u op het groene knopje en steunt u de begrotingscontrole vol vaagheden en onzekerheden wel. Dat is de enerzijds-anderzijdspolitiek van CD&V, een partij zonder ruggengraat, ten koste van gewone burgers en werknemers.

Mijnheer de eerste minister, u gaat er prat op dat de regering een hervormingsregering is. U zegt dat u niet alleen het begrotingsprobleem opgelost hebt, maar ook nog eens tot structurele hervormingen beslist hebt. Ik heb die gezocht. U weet dat ik niet zo'n fan ben van uw politieke strekking, mijnheer Jambon.

Minister **Jan Jambon**: (...)

Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Dat is u bekend, maar ik vind het wel een goede zaak dat de heer Van Overtveldt een plan uitwerkt om de vennootschapsbelasting eerlijker en eenvoudiger te maken. Die hervorming steun ik. Andere hervormingen rond werkbaar werk – nu kijk ik naar u, mijnheer Peeters –, waar het Parlement en de bevolking om gevraagd hebben, zitten er niet in. U geeft geen antwoord op de brede roep naar werkbaar werk. U hebt ons maanden in de waan gehouden. U hebt maandenlang gezegd dat er een plan kwam. Wat krijgen wij vandaag? Meer flexibiliteit, nog harder werken en minder vrijheid. Ik hoor de liberalen zeggen: fantastisch, men zal op de kinderen kunnen letten.

Wij krijgen geweldige visuals op Facebook en Twitter, ver weg van de realiteit van wat u vandaag hebt gestemd.

Het verhaal van de verlofdagen is daarvan een symbool geworden.

Vincent Van Quickenborne (Open Vld): Op uw leeftijd zo conservatief zijn, dat is (...)

Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Over leeftijd gesproken, mijnheer Van Quickenborne, u zit ondertussen blijkbaar al zo lang in het Parlement dat u geen voeling meer hebt met het feit hoe moeilijk het soms is voor werknemers op de werkvloer.

Voor een burgemeester en een parlements lid is het gemakkelijk om te zeggen wendbaar werk, flexibiliteit. (*Protest van de heer Van Quickenborne*)

De **voorzitter**: Afronden, mijnheer Calvo.

Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer Van Quickenborne, voor politici is het gemakkelijk om theorieën over werkbaar werk te verkopen. (*Rumoer*)

Ik probeer af te ronden, mijnheer de voorzitter.

De **voorzitter**: Collega's, mag ik u vragen om de heer Calvo te aanhoren.

Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Collega's, ik ben blij dat de mensen te zien krijgen wat hier gebeurt.

De **voorzitter**: Mijnheer Calvo, er zal binnen een minuut niets meer te zien zijn.

Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Een op vijf landgenoten kampt met een burn-out tijdens zijn loopbaan. Een op drie wordt geconfronteerd met stress op de werkvloer. De grootste fractie van ons land lacht daarmee en maakt zich daar vrolijk over.

Mijnheer Peeters, wij zijn dus bijzonder teleurgesteld over wat u hebt voorgelegd. Een van uw maatregelen

bestaat erin dat men verlofdagen kan uitwisselen. Dat is niet mijn samenleving. In mijn samenleving is er meer dan werken alleen. In mijn samenleving, mijnheer Van Quickenborne, weten werknemers niet pas 24 uur op voorhand wanneer ze moeten werken. Neen, werknemers hebben recht om hun kinderen naar de tandarts te brengen, om ze naar de sportclub te brengen. Dat is mijn samenleving.

Dat is mijn overtuiging. Dat is onze overtuiging. De begroting moet op orde, maar dat kan ook op een eerlijke en menselijke manier.

Catherine Fonck (cdH): Monsieur le premier ministre, lors du grand exercice budgétaire auquel vous vous êtes livré samedi devant la presse, tout avait l'air simple et beau. Il y a un monde entre ce qui se dit en conférence de presse et ce que l'on peut en lire par la suite. Certes, les informations paraissent au compte-gouttes, mais plus on en apprend, plus on prend conscience de la gravité de la situation.

Les fondations du budget initial 2016 n'étaient pas solides et c'est le moins que l'on puisse dire. Celles de l'ajustement ne le sont pas davantage. À la lecture d'une série de points de votre ajustement budgétaire, nous sommes fort sceptiques.

En effet, nous doutons qu'il soit possible d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2018. Nous sommes également sceptiques quant à la question du financement du *tax shift*. Certes, le système des taxes a été actionné mais, concernant la réduction du coût du travail ou encore l'IPP, les sources de financement manquaient et manquent encore à l'heure actuelle.

De même, nous demeurons sceptiques en vous entendant évoquer régulièrement les mêmes montants, alors que ceux-ci ont clairement été rejetés par le comité de monitoring. En matière de taxe Caïman ou encore de *redesign* des administrations, vous continuez à affirmer des choses qui sont infirmées par le comité de monitoring!

C'est encore de scepticisme dont il est question lorsque vous utilisez l'image de la prudence budgétaire en faisant référence à la "sous-utilisation" budgétaire. Qu'est-ce que cela signifie? Il s'agit tout de même d'un fameux montant! En pratique pourtant, une simple projection permet de calculer que toutes vos dépenses seront gelées à partir du 13 septembre.

À partir de cette date, vous décidez donc qu'il n'y aura plus de dépenses et que vos administrations ne travailleront plus! Inutile de dire que ce n'est pas sérieux. C'est une façade! Vous avez bâti votre ajustement budgétaire sur des fondations aussi instables que celles de votre budget initial.

Ensuite, vous avez berné les citoyens qui sont aujourd'hui attendus au tournant! C'est une véritable désillusion que de se rendre compte que les promesses que vous avez faites sont aujourd'hui complètement mises à mal.

En matière de terrorisme, à la suite des graves attentats que nous avons connus, vous avez affirmé haut et fort que vous alliez rattraper le retard et les carences importantes en termes de moyens dans les secteurs de la justice, de la police et des renseignements. Ceux-ci s'élèvent à 400 millions d'euros.

Aujourd'hui, le tableau le confirme et j'entendais votre ministre de la Justice sur une grande radio francophone il y a quelques jours. Clairement, vous faites du *one shot* avec ces 400 millions d'euros. D'ailleurs, j'ai entendu tout à l'heure un de vos collègues dire que vous aviez eu l'autorisation européenne. C'est un élément non négligeable, le ministre de la Justice le disait. Comme si la lutte contre le terrorisme pouvait s'arrêter à la fin de 2016.

Illusion encore: la ministre des Affaires sociales était venue faire de grandes déclarations sur le fait qu'il n'était plus possible d'aller chercher des moyens dans la sécurité sociale. Un petit tiers, 28 % exactement, sont des économies dans les départements Sécurité sociale, Santé et Pensions. Et pourtant, vous aviez, me semble-t-il, fait de grandes promesses.

Je prends deux exemples. Le plan de réintégration des malades au travail. Nous en avons eu des débats, ainsi qu'avec les partenaires sociaux. Vous vouliez un modèle obligatoire avec sanctions. Pour finir, il y avait eu un accord et la promesse d'une remise au travail volontaire et sans sanctions. Pourtant, ici, clairement,

vosre tableau budgétaire traduit qu'il s'agit bien d'un système obligatoire avec sanctions.

Autre exemple: monsieur le ministre de l'Emploi, vous nous promettez des prolongements des crédits-temps avec motif, notamment pour les enfants malades et pour les soins palliatifs. Quelle illusion! Vous dites que cela ne va rien coûter. Je n'ai jamais vu de crédits-temps qui ne coûtaient rien. Mais pire ici, non seulement soi-disant cela ne vous coûterait rien, mais mieux, ça vous rapporte, puisque vous avez prévu une économie sur base de ces crédits-temps, tout en vantant à l'extérieur que ces crédits-temps seraient allongés. C'est un beau tour de passe-passe, c'est évidemment une illusion. Les citoyens ne peuvent pas être ainsi bernés.

Illusion encore et toujours en matière de pensions compte tenu des promesses faites et, singulièrement, celle d'avancer sur les métiers lourds et pénibles! J'entendais les collègues du CD&V pointer à juste titre l'impact des décisions par rapport aux enseignants, mais des milliers d'autres sont concernés eu égard aux tantièmes préférentiels. De nouveau, le gouvernement rompt une promesse à tout le moins de concertation, mais aussi une promesse d'avancer d'une toute autre manière.

J'espérais beaucoup dans le domaine de l'emploi. Si j'espérais beaucoup, c'est parce que, monsieur le ministre de l'Emploi, les dix mesures que vous avez présentées le 10 février dernier étaient des pistes intéressantes à discuter. Aujourd'hui, c'est évidemment une déception, parce que le kern, dans cette liste de dix mesures, a fait le tri et ce, d'une manière totalement déséquilibrée entre les employeurs et les travailleurs. De plus, vous avez complètement chamboulé cet équilibre global qui était précisément intéressant dans les dix mesures proposées le 16 février dernier. Déception aussi, parce que vous avez décidé de faire ce tri sans consulter les partenaires sociaux.

Je pensais qu'avec un ministre CD&V à l'emploi, vous auriez à cœur de respecter la concertation sociale et d'exécuter vos promesses, à savoir mettre ces dix mesures sur la table devant les partenaires sociaux et d'y travailler avec eux.

Je me permettrai de vous adresser une demande forte. Ayez du courage! Reprenez, monsieur le ministre, la liste des dix mesures d'emploi et surtout, mettez-les en débat avec les partenaires sociaux! Cela vous permettra avec leur expertise, en visant l'équité et l'équilibre d'avancer sur une modernisation du travail. Mais qui dit modernisation du travail dit aussi flexibilité, souplesse mais aussi davantage d'équilibre entre vie privée et professionnelle. C'est le concept de flexisécurité. En la matière, c'est avant tout un équilibre entre les deux qui permet réellement de moderniser ce travail.

J'en arrive rapidement à ma conclusion. Nous avons constaté ce manque de sérieux au moment du budget initial et nous le retrouvons ici. Vos chiffres sont virtuels. Nous avons aussi constaté un manque d'équité. De nouveau, vous donnez un tour supplémentaire dans ce sens. Vous accentuez encore le "deux poids, deux mesures" entre les citoyens, entre ceux qui travaillent, payent leurs impôts et font des efforts, et ceux qui peuvent y échapper. Vous faites aussi deux poids et deux mesures, en n'atteignant pas l'équilibre entre les employeurs et les travailleurs. Vous continuez à nous bercer d'illusions sur la réalité budgétaire, sur l'équité dans les efforts demandés, et à nous décevoir sur l'emploi.

Monsieur le premier ministre, sachez que même les meilleurs illusionnistes rechignent à refaire plusieurs fois le même tour devant le même public. Il est temps d'arrêter vos tours de passe-passe et de vous montrer à la hauteur des attentes des citoyens, de parler vrai et d'agir vrai. Je vous remercie.

Charles Michel, premier ministre: Monsieur le président, chers collègues, merci pour les différentes interventions et pour les commentaires exprimés. D'emblée, je veux l'indiquer, ce gouvernement veut être porteur d'un projet politique tourné vers l'avenir. Le rendez-vous budgétaire est le celui qui permet de vérifier de quelle manière nous réussissons à concrétiser un certain nombre d'engagements qui ont des effets directs sur l'avenir du pays, pour nos concitoyens, pour les PME et pour les entreprises.

Ik geef toe dat dat een moeilijk moment was in zeer moeilijke omstandigheden. Op 8 maart hebben we samen met jullie kennis genomen van het rapport van het Monitoringcomité. We hebben goed begrepen dat het noodzakelijk was, dat het cruciaal was om een serieuze en geloofwaardige oefening te realiseren. Dat hebben we ook gedaan. We hebben de tijd genomen om, lijn per lijn, te bekijken hoe het mogelijk was om aan de ene kant onze begroting op de sporen te houden. Aan de andere kant hebben we ook belangrijke beslissingen genomen voor structurele hervormingen met structurele effecten, niet enkel in 2016, maar ook

in 2017, 2018 en 2019. Ik denk ook aan de pensioenen voor de volgende jaren, na 2020 en tot 2030. Dat is de realiteit, dat is wat we hebben gerealiseerd.

Je veux aussi vous indiquer que nous sommes partis de ce rapport du Comité de monitoring. Certains disent: "Vous avez choisi la facilité. Vous avez pris les 2 milliards d'euros et quelques et non pas les 3 milliards et quelques identifiés." Je vais être clair par rapport à cela. Nous avons fait plus que faire ce que l'Europe nous demande. Nous avons respecté nos propres engagements qui sont supérieurs à ce que l'Europe nous demande, puisque nous réalisons un exercice budgétaire à 0,6 % en termes d'efforts structurels non pas pour l'entité I, État fédéral uniquement, alors que l'Europe demande cela, mais pour l'ensemble du pays, entité I et entité II, ce qui montre que nous avons été prudents.

Deuxième élément de réponse par rapport à cette remarque, je veux aussi mettre en exergue le fait que les réformes structurelles décidées ont des effets pluriannuels qui vont être, dans certains cas, exponentiels et qui vont donc soutenir les efforts que nous devons réaliser dans les semaines et mois qui viennent pour préparer les budgets 2017 et des années suivantes.

Nous restons donc sur ces rails ambitieux pour, comme nous l'avions dit dans l'accord de gouvernement, tenter d'atteindre l'objectif de l'équilibre budgétaire en 2018, malgré un rapport du Conseil supérieur des Finances intervenu après les accords budgétaires qui évoque deux options possibles et, y compris, une option qui permettrait d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2019. Voilà le choix de responsabilité qui a été décidé!

Geachte dames en heren, wat hebben wij nog gedaan in deze oefening? Een budgettaire controle is ook een moment, een kans om na te gaan of de beslissingen wel werden uitgevoerd. Een deel van onze geloofwaardige oefening was te bekijken hoe het mogelijk is om op korte termijn onze beslissingen van de laatste maanden in de praktijk uit te voeren. Wij hebben dat gedaan voor de besparingen, maar ook voor de fiscale inkomsten. Wij hebben ernstig gewerkt. Wij hebben alles gedaan om tot een serieuze en geloofwaardige oefening te komen.

Je donne quelques exemples pour répondre à vos interrogations. Certains ont affirmé que, dans l'affaire Panama, le gouvernement ne prévoirait que 65 millions d'euros et ont ajouté que c'était beaucoup moins que ce qui est programmé pour les malades. C'est tout simplement inexact! Nous sommes le premier gouvernement à prendre l'engagement politique de mettre en place une taxe de transparence.

Dankzij deze doorkijktaks, deze kaaimantaks en de bijkomende inspanningen in de strijd tegen de fiscale fraude zal het mogelijk zijn om in 2016 een bedrag van 500 miljoen euro op te halen. Dat is onze bedoeling! Er is een groot verschil tussen 65 miljoen euro enerzijds en de realiteit van een half miljard euro anderzijds. Dat is onze bedoeling met de doorkijktaks.

De la même manière, nous continuons à travailler techniquement pour réussir à convaincre l'Union européenne pour ce qui concerne la taxe Diamant et prélever demain plus d'impôts dans le secteur que ce n'était le cas hier.

Nous avons travaillé très sérieusement pour voir de quelle manière on pouvait concrétiser les 250 millions d'euros prévus dans la fiscalité en lien avec certains dispositifs qui concernent le secteur immobilier. Nous aurons l'occasion d'expliquer en commission de quelle manière précisément nous atteindrons les objectifs pour lesquels ce potentiel de rendement existe.

Nous avons aussi pris des décisions en matière de jeux et de paris. C'est bien une compétence fédérale puisqu'il s'agit de la TVA.

Ten slotte kom ik tot het politiek vlak. Voor ons, voor de vier meerderheidspartijen, was de volledige bevestiging van de taxshift belangrijk. De taxshift betekent een duidelijke keuze, een duidelijk signaal, een duidelijke richting. In 2015 hebben wij structurele beslissingen genomen om de lasten op arbeid te verminderen. Dat is volledig uitgevoerd met onze oefening: in 2016 is er 4,7 miljard euro voor de koopkracht, voor de competitiviteit en op termijn ook voor de afschaffing van de loonhandicap met onze buurlanden.

We vergeten de situatie van de kleine bedrijven evenmin. De kmo's vormen de ruggengraat van onze

economie. Daarom hebben wij de beslissing van de nulbijdrage op de eerste aanwerving genomen. De lasten op arbeid worden bovendien substantieel verminderd voor de eerste zes aanwervingen. Die maatregelen zijn allemaal bevestigd.

Je voudrais maintenant aborder un certain nombre de points complémentaires. C'est l'esprit de l'accord de gouvernement, prévu par le gouvernement, que nous avons décidé de conforter dans ce travail budgétaire. Celui-ci ne s'est d'ailleurs pas limité à un exercice comptable d'additions et de soustractions. Nous avons voulu utiliser ce moment politique pour préparer un autre rendez-vous, celui du mois de juillet, quand nous ferons le budget 2017, en mettant sur les rails des réformes structurelles dont certaines avaient été préparées depuis plusieurs mois – vous avez raison, madame Fonck.

Première réforme structurelle: le marché du travail et l'emploi. Nous sommes convaincus – et j'espère que quelques-uns ici lisent les mêmes rapports que nous et observent l'impact en termes de coûts – que pour la compétitivité, il est important de faire des réformes qui n'ont pas de coûts et assouplissent le marché du travail, de manière à le rendre plus agile pour rencontrer deux objectifs. D'abord, permettre à nos entreprises petites, moyennes et grandes de s'adapter à la réalité de la vie économique et de ses transformations, tout en prenant mieux en compte la situation des travailleurs; ensuite, faire mieux coïncider la vie professionnelle et la vie familiale et privée. Ces éléments sont totalement pris en compte dans ces engagements équilibrés. Et nous allons plus loin que jamais en termes de formation en fixant des objectifs et en créant des conditions pour que la formation soit réellement prise en compte comme un investissement dans le capital humain, en tant que valeur ajoutée pour l'ensemble du pays.

L'annualisation du temps de travail, l'assouplissement des heures supplémentaires... Si c'était si irréaliste, pourquoi certains secteurs, représentant de très nombreux travailleurs, ont-ils déjà ouvert la voie de l'annualisation depuis longtemps?

Ik wil hierover zeer duidelijk zijn. Wij hebben gigantisch veel werk geleverd om deze hervorming te starten. Het is onze bedoeling het sociaal overleg volledig te respecteren. Wij hebben de jongste maanden elke keer het bewijs geleverd, zelfs inzake thema's waar dat niet evident was, dat wij blijven openstaan voor een positief, constructief en evenwichtig sociaal overleg. Ieder neemt zijn verantwoordelijkheid op, ieder speelt zijn rol, het Parlement zowel als de regering, en ook de sociale partners. Wij houden rekening met die realiteit. Dat is belangrijk, in het bijzonder voor de discussie over de arbeidsmarkt.

Une part de ces réformes pourra être implémentée, une autre part fera l'objet de discussions importantes avec les partenaires sociaux.

De la même manière, invalidité, incapacité, nous continuons à mettre en œuvre des réformes. Nous souhaitons pouvoir, là aussi, maintenir le dialogue qui a démarré, depuis plusieurs mois, avec les partenaires sociaux sur le sujet.

Enfin, il faut évoquer l'importante question des pensions. Il est vrai qu'il s'agit de réformes difficiles, pas populaires à court terme, faciles à caricaturer. Mais réformer les pensions aujourd'hui, c'est prendre des décisions qui auront de l'effet dans les prochaines années, qui rendront ce pays en état de consolider ses protections sociales. Je ne rêve pas, d'un pays dans lequel, dans vingt ou trente ans, on dira: "Parce qu'ils n'ont pas osé il y a vingt ou trente ans, on ne peut plus payer les pensions, on ne peut plus payer les soins de santé." Notre responsabilité est de préparer l'avenir et avec la réforme des pensions, avec les partenaires sociaux, nous le faisons!

Mijnheer de voorzitter, dames en heren, dit is niet alles. Wij hebben ook beslissingen genomen om het werk van de volgende maanden voor te bereiden. De deeleconomie, de economie van de toekomst. Ter zake is in ons land en de rest van Europa sprake van een evolutie. Steeds meer moet dit de doelstelling worden en ook op dat vlak hebben wij beslissingen genomen om een kader te creëren dat een perspectief biedt voor deze nieuwe vorm van economie.

J'en viens à un autre exemple, qui concerne les étudiants entrepreneurs. Voilà une réalité qui n'était organisée par aucun cadre. Nous avons donc décidé de travailler dans les mois à venir en vue d'en élaborer un qui soutiendrait et encouragerait les étudiants désireux de se lancer dans des activités économiques.

Nous avons aussi souhaité avec beaucoup de sérénité le débat sur la clause d'essai dans les contrats de travail. Par respect pour les partenaires sociaux, nous avons demandé une évaluation qui sera réalisée après cet été. Le but est de voir si cela a du sens de faire évoluer les règles afin de favoriser l'emploi et de lutter contre d'éventuels effets pervers en ce domaine.

Een ander belangrijk punt is dat we werden geconfronteerd met een zeer moeilijke uitdaging, de veiligheid. De kwestie van de veiligheid en de goede werking van justitie zijn zeer belangrijke uitdagingen voor de toekomst. We hebben onze verantwoordelijkheden volledig genomen. De provisie voor veiligheid is 400 miljoen euro in 2016, boven op de 200 miljoen euro van 2015. Deze provisie is volledig bevestigd.

Madame Fonck, je me permets de vous corriger. Cette erreur est sans doute due à une incompréhension d'un plan d'action. Les provisions neutralisées sur le plan européen font bien la distinction entre la part structurelle et la part non structurelle. L'Europe ajoute d'ailleurs une subtilité additionnelle en disant que, pour l'asile et la sécurité, on peut parler de récurrent ou de non récurrent, comme beaucoup d'autres pays européens le font.

Nous avons eu des conversations préalables avec la Commission européenne et nous avons poussé le sérieux jusqu'à prendre en compte la part structurelle dans ces dépenses en l'échelonnant sur 2016 pour une part et sur 2017 pour une autre part. Nous avons donc été précis et minutieux sur le sujet. Là aussi, les débats en commission permettront de faire la clarté.

Last but not least, het was voor deze regering ook belangrijk om een sterk signaal te geven voor de economische sectoren in moeilijkheden na de aanvallen in Brussel en Zaventem. Ook daar hebben we met de vier bevoegde ministers een duidelijk signaal gegeven met het uitstel voor de lasten op arbeid.

Les quatre ministres concernés, à savoir le ministre de l'Emploi, le ministre des Affaires sociales, le ministre des PME et des indépendants et le ministre des Finances, mettront en œuvre, avec les secteurs concernés, la capacité de reporter des charges afin de donner de l'oxygène sous forme de trésorerie aux entreprises qui, aujourd'hui, souffrent considérablement des effets de ces attentats à Bruxelles.

Het is op dit moment noodzakelijk twee doelstellingen tegelijk te behalen. Aan de ene kant is het belangrijk verder te werken aan onze structurele sanering. Dit is een kwestie van geloofwaardigheid. Het is de bedoeling de facturen niet naar de volgende generaties door te schuiven.

Aan de andere kant is het tegelijkertijd belangrijk hervormingen uit te werken met het oog op de relance van onze economie en met het oog op de tewerkstelling. Wij moeten hervormingen uitwerken met het perspectief van jobcreatie. Dit is de beste waarborg voor de financiering van ons sociaal model.

Et nous mesurons bien que suivre ces deux objectifs en même temps, l'assainissement budgétaire d'un côté et les mesures de relance économiques de l'autre, à mener en parallèle, ce n'est pas simple. Il peut arriver que des mesures prises pour un objectif perturbent l'autre objectif. Notre responsabilité est de tout mettre en œuvre pour progresser dans les deux directions: assainissement budgétaire au service de la relance économique et réciproquement. Nous avons aussi la volonté de financer nos protections sociales dans la durée. Le véritable engagement social aujourd'hui consiste à être responsable et à prendre aujourd'hui les décisions qui fonderont demain notre capacité à assumer nos devoirs en termes de protection sociale.

Ce projet est plus que jamais tout entier tourné vers l'avenir. Ce n'est pas un exercice comptable, mais un projet politique, avec une majorité qui a franchi, c'est vrai, un obstacle délicat et difficile. Nous sortons renforcés dans notre capacité à décider, et nous savons qu'il y aura encore, au cours des mois et des années qui viennent, beaucoup de travail à assumer. Nous sommes prêts. Nous allons continuer, avec beaucoup de détermination, de clairvoyance et de lucidité, à suivre le cap et l'orientation que nous avons prise, car nous savons que le chemin que nous avons pris est le bon chemin. Merci pour le soutien, merci pour la confiance!

De **voorzitter**: Dank u, mijnheer de eerste minister.

Zijn er collega's die wensen te repliceren? Mevrouw Onkelinx?

Laurette Onkelinx (PS): Monsieur le président, ce que j'ai entendu sur le budget est quand même surréaliste. M. Verherstraeten, et le premier ministre est évidemment allé dans ce sens, dit: le budget reste sur son cap. Ce n'est en tout cas pas ce que dit le comité de monitoring. Ce n'est en tout cas pas ce que dit l'Europe, qui vous avait envoyé une lettre d'avertissement.

Et, puisque je n'ai eu aucune réponse, je voudrais savoir comment vous allez faire, alors que vous maintenez dans les interviews, dans vos documents, que vous voulez maintenir l'équilibre budgétaire pour 2018. Aujourd'hui, pour le faire, il eût fallu réaliser 1 milliard de plus, ce que vous avez refusé, vous l'avez mis sous le tapis. Alors, quand on me parle de sérieux budgétaire, excusez-moi, mais cela ne m'a pas tout à fait convaincue.

D'ailleurs, gêné aux entournures, le président du plus grand parti de votre gouvernement, la N-VA, a dit: la prochaine fois, ce sera plus dur, il faudra faire plus d'économies. Vous pouvez donc chanter *Malbrough*, je crois que plus personne ne se fait d'illusions.

J'aurais dû ajouter tout à l'heure que cela devient vraiment lassant, votre habitude de revendre pour la troisième fois les mêmes mesures en inventant à chaque fois de nouvelles estimations. On pourrait être tenté d'en rire ou de lancer un nouveau jeu dans les couloirs du parlement, une version parlementaire du *Juste prix*. Chacun devrait essayer de deviner le rendement que le gouvernement attribuera à la taxe Caïman ou à la prudence budgétaire dans son prochain conclave. Les gagnants pourraient par exemple recevoir un abonnement gratuit au journal *Trends*.

On pourrait aussi essayer de deviner à l'avance la masse des mesures non définies à ce stade mais dont le rendement théorique est déjà pris en compte dans l'épure budgétaire, ou encore la masse des mesures déjà une ou deux fois décidées mais jamais encore exécutées.

La question subsidiaire pour départager les gagnants des premières étapes du concours pourrait être: si le gouvernement est vraiment d'accord au sujet d'une mesure, pourquoi ne l'exécute-t-il pas? Vous prenez votre travail à la légère et faites preuve d'incompétence, voire d'injustice, ce qui nous emplit d'amertume et de colère.

Vous avez osé porter l'essentiel de l'effort sur les malades et invalides, les chômeurs, fonctionnaires et services publics. C'est de la lâcheté car vous ne vous en prenez pas aux fraudeurs et gros patrimoines, préférant parader et affaiblir les citoyens les plus fragiles. Ce n'est vraiment pas beau!

Enfin, la ministre du Budget justifiait les réformes du travail dans un média francophone en disant, le sourire aux lèvres, que grâce à cela, les parents pourraient aller chercher leurs enfants à l'école le mercredi après-midi! J'ai eu peine à entendre cette nouvelle tant elle était incroyable!

Madame, ce système existe déjà et savez-vous que la Belgique est le pays possédant la plus grande flexibilité en la matière? Mais pour la mettre en œuvre, un accord social est nécessaire. Dans le cas présent, vous changez la position des travailleurs face à leur patron.

Désormais, ils devront travailler selon l'horaire qui plaira au chef ou, plus exactement et parce que vous deviez encadrer les choses, ils pourront essayer de négocier mais c'est un combat perdu d'avance – comme la poule qui essaie de négocier le menu du lunch face au loup qui s'est introduit dans le poulailler! Ce que je dis pour l'horaire vaut pour les heures supplémentaires ou le travail de nuit!

Et cela s'ajoute aux réformes sur le temps partiel, sur le Plus Minus Conto, sur le contrat intérim à durée indéterminée; j'en passe et des meilleures.

Le CD&V qui se présentait comme le parti qui tirait le gouvernement vers le centre a bel et bien abandonné les travailleurs et la concertation sociale. La régression sociale est véritablement épouvantable.

Je le dis et je le répète: ce pays ne méritait pas un gouvernement d'une telle violence sociale. Monsieur le premier ministre, quand, dans une grande envolée, vous dites que vous prenez des mesures difficiles mais que vous pourrez ainsi regarder dans vingt ans, les yeux dans les yeux, les jeunes en leur disant que, grâce à cela, on a préservé leur avenir. Je trouve cela honteux parce que vous n'avez pas osé aujourd'hui,

maintenant, prendre les dispositions fiscales qui leur permet d'avoir un avenir, celle notamment sur les gros patrimoines, celle notamment sur la fraude fiscale.

Regardez tous les réseaux sociaux où tous les jeunes s'amuse à pianoter et à donner leur avis, ce qu'ils veulent, c'est de la justice fiscale et cela, vous ne l'avez pas osé! C'est cela un gouvernement de droite et croyez bien qu'on le leur expliquera!

Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, zoals gewoonlijk ben ik zeer teleurgesteld in uw antwoord. Eigenlijk kan ik uw begrotingscontrole en uw antwoord van daarnet samenvatten in drie punten. Het zijn de recepten van de N-VA die bijna blindelings worden gevolgd door de MR en CD&V.

Ten eerste, haal het geld bij de zieken, de gepensioneerden en de gewone mensen. Ten tweede, pomp nogal wat lucht in de begroting aan de kant van de inkomsten en zwijg erover. Ik verwijs ter zake naar uw uiteenzetting, mijnheer De Roover. U heeft daar geen woord over gezegd. Ten slotte, het sociaal overleg wordt nadien georganiseerd, en de MR en CD&V moeten de moeilijke beslissingen nemen en uitvoeren. Dat doet deze begrotingscontrole en dat is wat deze regering, op instructie van de N-VA, al heel de tijd doet.

Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de premier, ik zal heel kort zijn.

Ik zal misschien beginnen met het goede nieuws. U hebt terecht vooruitgeblikt naar de komende maanden. Er staan heel veel werven open. Wij verschillen over nogal wat dingen van mening, maar ik hoop dat wij elkaar de komende tijd, onder andere inzake de terreurdreiging en de veiligheid, ook zullen vinden. Ik wou dit zeker even duidelijk maken.

Mijnheer de premier, voor het overige overheerst er een gevoel van teleurstelling. U moet er zich voor hoeden dat uw antwoorden niet even voorspelbaar worden als de applausmomenten in het Parlement tijdens uw uiteenzettingen. U herhaalt ook vandaag weer die goednieuwsshow – het gaat goed – terwijl er heel veel lichten op rood staan, en heel veel zaken beter kunnen en moeten in dit land.

Ik stel vast, mijnheer de premier, dat u, ondanks verschillende vragen, op geen enkele manier ingaat op een aantal begrotingstechnische vragen, op de lucht die er in de begroting zit.

Mijnheer Van Rompuy, ik kijk dus uit naar die Kamercommissie voor de Financiën waarin we het rapport van het Rekenhof zullen bespreken, want op dit punt is er bijzonder veel werk aan de winkel.

Tot slot zijn er drie collega's aan wie ik nog iets wil zeggen. Mijnheer Peeters, u hebt een plan gemaakt voor flexibiliteit. U kent mijn mening daarover: dat is niet onze samenleving. Maak nu alstublieft ook een plan voor werkbaar werk.

Ik heb gemerkt dat een aantal collega's nerveus worden omdat wij hier een stem geven aan mensen die het vandaag moeilijk hebben op de arbeidsmarkt. Wees gerust: we gaan die stem blijven geven. U mag roepen, joelen, applaudiseren zoveel u wilt. Wij blijven die zaken hier op de agenda zetten.

Peter De Roover (N-VA): (...).

Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer De Roover, wij zijn met iets minder en onze fractie is iets beleefder dan die van u. Vandaar dat het applaus iets terughoudender klinkt.

Mijnheer De Roover, ik zal afsluiten met een boodschap aan u. Wij kijken naar deze begrotingscontrole met een Panamabril. Wij hebben die Panamapapers wel gelezen. Wij vinden 65 miljoen euro niet voldoende. Wij zijn verontwaardigd over die fiscale ontwijking en over die fiscale fraude. Dat is de reden waarom wij deze week meteen, samen met u, gezegd hebben dat er een parlementaire onderzoekscommissie moet komen over die Panamapapers. Daar willen wij ons in vastbijten.

Ik stel vast dat, hoe langer we daarover praten, de N-VA daar minder en minder over praat en zich stilletjes aan het terugtrekken is. Mijnheer De Roover, een ding wil ik u zeker nog zeggen: wees zo assertief voor die onderzoekscommissie als u bent voor de sociale afbraak. Die onderzoekscommissie moet er komen.

(Applaus)

Peter De Roover (N-VA): Mijnheer de voorzitter, collega's, deze begrotingscontrole heeft plaatsgevonden onder heel moeilijke omstandigheden. Verschillende collega's hebben daarop gewezen. Die omstandigheden gingen trouwens verder dan budgettaire problemen en hebben onze samenleving ook diep getroffen.

Het resultaat van die begrotingscontrole is zonder meer opmerkelijk te noemen.

Ik wil daaraan wel toevoegen – dit is voor iedereen duidelijk – dat de klus niet af is. Er zijn bij de begrotingscontrole een aantal werven geopend die op korte termijn geen geld zullen opleveren. U hebt daarop gewezen. Zij zetten vandaag echter stappen die eigenlijk al veel eerder hadden moeten worden gezet, onder meer op het vlak van pensioenen en andere structuurhervormingen.

Ik wil er namens onze fractie ook wijzen op de belofte die is gedaan en de afspraak die is gemaakt inzake de vennootschapswetgeving. De komende maanden zal, onder leiding van minister Van Overtveldt, ruimte worden gemaakt om de noodzakelijke oefening te doen die ervoor zal zorgen dat wij op een concurrentiële manier ook internationale bedrijven zullen kunnen aantrekken.

Tegelijkertijd zal die oefening – dit is het tweede luik dat de voorbije weken duidelijk is geworden – binnen een bepaald kader – ook hier zal minister Van Overtveldt gelukkig een leidende rol spelen – voor een correcte en eerlijke fiscaliteit zorgen. Ik kan immers alleen maar herhalen waarover alle leden het eens zijn, namelijk dat de Panama Papers, in de mate dat nog nodig zou zijn, ons bijkomend de ogen heeft geopend.

Er is dus nog werk aan de winkel. De begrotingscontrole is een uitermate goede tussenstap. Wij staan heel binnenkort echter alweer voor een nieuwe begrotingscontrole.

Mijnheer de eerste minister, recht dus de schouders en ga verder op het ingeslagen pad.

Mijnheer Calvo, ik zou u sympathieker vinden, mocht u ook intellectueel eerlijk zijn. Uw enthousiasme is zonder meer stimulerend. Misschien zal u dat ooit in andere beroepsomstandigheden nog ten goede komen. U hebt daarnet echter verwezen naar uiteenzettingen van mijzelf en van onze fractie eerder deze week. Het zou heel prettig zijn, mocht u die betogen ook in de media – ze werden immers heel correct weergegeven – op een correcte manier weergeven. In dat geval zouden wij misschien op een punt komen waarop wij op een serieuze manier met elkaar kunnen praten.

Mijnheer de voorzitter, ik zou echter willen afronden met te stellen dat een debat ...

Kristof Calvo (Ecolo-Groen): (...).

Peter De Roover (N-VA): Mijnheer Calvo, kranten verdwijnen niet. Ze heten weliswaar dagbladen, maar ze kunnen opnieuw worden geconsulteerd.

Ik zal u straks een kopie van *De Standaard* van dinsdag geven, mocht die uit uw archief verdwenen zijn, zodat u op een heel rustige manier kunt nalezen wat daarin beschreven staat. Dan kunt u elk woord lezen en herlezen en kunt u het traag laten doordringen, op het passende tempo dat u verkiest.

Ik wil afsluiten met te zeggen dat dit korte debat zoals wij dat hier hebben gehad, voor mij toch een betekenisvol debat is geweest. Wij hebben immers enerzijds gemerkt welke maatregelen, welke taboedoorbrekende maatregelen wij hier opnieuw gestart zijn. Anderzijds, -en dat vind ik bijzonder interessant -, hebben wij het verweer gezien van de linkerkzijde, het verweer van degenen die pleiten voor het status quo, het verweer van degenen die elke moedige taboedoorbrekende stap willen verkopen als zijnde bedreigend voor alles en nog wat. Wel beste vrienden, de remedies van die linkerkzijde, zoals ze hier naar voren zijn geschoven vanmiddag, hebben mij gesterkt in de overtuiging dat deze regering de enige juiste maatregelen neemt. Ik dank de linkerkzijde daarvoor.

Servais Verherstraeten (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, u hebt terecht gewezen op al het werk dat nog op de plank ligt. Er zijn heel wat werven geopend door deze begrotingscontrole, werven van sociaal overleg om recht op vorming afdwingbaar te maken, werven van

sociaal overleg om billijke toepassingen te hebben van de overuren, werven van sociaal overleg om overgangsmaatregelen en harmonisering inzake pensioenen te hebben, maar ook werven van sociaal overleg in de Nationale Pensioencommissie om een pensioenhervorming te hebben op integrale wijze, zodat wij dat niet meer gefaseerd doen, zodat de mensen weten waar ze aan toe zijn.

Mijnheer de eerste minister, ik heb op het einde van mijn uiteenzetting een bruggetje gemaakt naar de begroting van 2017 en heb die vergeleken met bergetappes. Daar ligt volgens mij de volgende supergrote werf voor uw regering. En ik kom tegemoet aan de uiteenzetting van collega De Roover.

Er is een werf op het vlak van fiscaliteit, een werf op het vlak van de bestrijding van agressieve belastingontwijking, een werf op het vlak van verhoging van onze ambities inzake fraudebestrijding. Bij de begroting voor 2017 verwacht onze fractie daar nog belangrijke stappen, belangrijke versnellingen hoger, om op die manier die begroting op koers te houden.

Catherine Fonck (cdH): Monsieur le premier ministre, je vous remercie pour vos différentes réponses. M'avez-vous rassurée au niveau du sérieux? Que venez-vous dire ici à la tribune? "Mais bien entendu, nous avons parfaitement respecté les avis du Comité de monitoring". Nous avons aussi entendu que vous aviez travaillé ligne par ligne. Mais, manifestement, vous n'avez pas lu toutes les lignes des avis du Comité de monitoring.

Je ne vous donnerai pas lecture de la ligne relative à la taxe Caïman. Je ne vous donnerai pas lecture de la ligne du Comité de monitoring sur l'Eurodesign des administrations et sur d'autres, notamment la taxe Carat.

Vous ne nous rassurez pas sur le sérieux de vos décisions pour ce qui concerne le financement du *tax shift*. Oui, vous avez pris des mesures de dissuasion sur le financement du *tax shift*! Ah oui, clairement, elles sont appliquées, et particulièrement sur les taxes, y compris les montants!

Mais en ce qui concerne la réduction du coût du travail, que ce soit pour 2016 et les années suivantes – et ce n'est pas le président CD&V de la commission des Finances qui me contredira – ce *tax shift*, qui n'était pas financé, ne l'est toujours pas.

Vous ajoutez que votre examen est sérieux et qu'en plus, le budget 2017 est particulièrement bien préparé. C'est tellement bon que tout ira bien pour le budget 2017!

Charles Michel, premier ministre: (...)

Catherine Fonck (cdH): Monsieur le premier ministre, vous l'avez dit quasiment comme cela! Nous pourrions peut-être réécouter le *verbatim*.

Par contre, j'ai écouté le président de la N-VA. Vous ne semblez pas l'avoir convaincu au sein de votre majorité. En effet, il y a quelques jours, il déclarait, d'un ton particulièrement catastrophé, que ce budget 2017 nécessitait un effort supplémentaire de l'ordre de 3 milliards d'euros, et que ce serait encore plus compliqué.

Monsieur le premier ministre, en matière de terrorisme, j'ai pris note de vos propos. Je ne demande qu'à voir! Peut-être ne dispose-t-on pas du même tableau budgétaire? Personnellement, j'ai pris connaissance du tableau qui a été envoyé. Il est possible que vous ayez fait une demande au niveau de l'Europe pour une partie qui serait du *one shot*.

Nous nous montrerons singulièrement vigilants en la matière. En effet, ces moyens sont indispensables tant pour la police et la Justice que les Renseignements, si l'on veut renforcer ensemble la lutte contre le terrorisme, non seulement pour 2016, mais aussi pour les années suivantes.

J'en viens à la question de l'équité concernant le volet fiscal. J'espère que nous aurons un accord en Conférence des présidents, la semaine prochaine, au sujet de la constitution d'une commission portant sur Panama, la grande évasion fiscale, les paradis fiscaux et la criminalité financière en général.

Au-delà de la transparence dont nous devons faire preuve dans ce dossier, il nous faudra œuvrer au resserrage des verrous qui permettent aujourd'hui à certains d'échapper à l'impôt tandis que les honnêtes

travailleurs y sont soumis. Il est temps de renforcer les mécanismes de lutte contre la grande criminalité financière!

En matière d'emploi, je vous ai entendu parler des petites et moyennes entreprises (PME). Il y était vaguement fait référence dans l'ajustement budgétaire, mais je ne peux qu'insister, une fois encore, sur le fait que, si l'on veut soutenir les PME, il convient d'oser mettre enfin en place une réduction de l'ISOC. Osez enfin la réduction de l'impôt des sociétés en recyclant les intérêts notionnels! Le système n'en sera que plus juste et cela permettra clairement de soutenir nos PME qui sont effectivement la colonne vertébrale de notre pays en matière économique.

Je conclus en vous adressant le message, monsieur le premier ministre et monsieur le ministre de l'Emploi, car, en matière de modernisation du temps de travail, je suis convaincue que nous pouvons mettre en place des choses intéressantes.

Pour ce faire, il ne faut pas seulement aller dans le sens des patrons en heurtant les syndicats – vous avez en effet décidé de passer outre la concertation sociale en prenant une décision dans leur dos au niveau du Conseil des ministres restreint –, mais également remettre sur la table l'ensemble des mesures en négociation pour progresser en la matière avec les partenaires sociaux et ce, sans postposer les mesures permettant d'équilibrer vie et travail.

Le **président**: La parole est à M. Clarinval.

Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): (...)

Le **président**: M. Clarinval a demandé la parole il y a trente secondes. Mais si vous exigez que l'on respecte l'ordre initial, je le ferai la prochaine fois.

David Clarinval (MR): Monsieur le président, je serai très court. Je veux rassurer M. Nollet, je ne l'importunerai pas trop longtemps.

Il était important que le premier ministre puisse s'exprimer et couper les ailes à toute une série de canards...

Laurette Onkelinx (PS): (...)

David Clarinval (MR): Je ne parlais pas de vous, madame Onkelinx, en faisant référence aux canards. Je voulais simplement dire qu'il fallait couper les ailes aux canards propagés dans la presse.

Si toute une série de questions se posent concernant les réformes en matière d'emploi, c'est évidemment parce qu'une marge de négociation sera laissée aux partenaires sociaux. Si nous étions arrivés avec des textes ficelés, vous nous auriez reproché un manque de négociation. Ici, il y a une marge de manœuvre, et c'est ce qui importe.

J'ai entendu le ministre-président Magnette se réjouir récemment de la diminution du nombre de chômeurs en Wallonie. Celle-ci est surtout due aux mesures prises au niveau fédéral pour diminuer les charges qui pèsent sur le travail. Ce qui est fait au niveau fédéral a de bonnes répercussions au niveau wallon. Le ministre-président devrait être complet quand il précise les choses.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Ordre du jour

Agenda

Le **président**: Chers collègues, en ce qui concerne l'ordre du jour, après en avoir parlé avec M. Nollet, il a été convenu ce qui suit.

Tout d'abord, nous avons fait distribuer les documents transmis par M. Nollet de Mme Lalieux. Ensuite, je propose de continuer l'ordre du jour tel qu'il a été prévu. Nous commencerons dans quelques instants les questions orales.

Al naargelang van de antwoorden op de mondelinge vragen kan het dat een Conferentie van voorzitters wordt bijeengeroepen, evenwel na het einde van de plenaire vergadering en ook na, tenminste als de Kamer het voorstel aanneemt, de installatie van de onderzoekscommissie.

Vragen

Questions

Collega's, ik zou u willen vragen om het Reglement te respecteren. Dat betekent twee minuten per vraag, twee minuten voor het antwoord – in cumulatief uiteraard – en één minuut voor de repliek.

Questions jointes de

- M. Benoit Hellings au premier ministre sur "la sécurité dans les aéroports" (n° P1104)
- Mme Véronique Caprasse au premier ministre sur "la sécurité dans les aéroports" (n° P1105)
- Mme Karine Lalieux au premier ministre sur "la sécurité dans les aéroports" (n° P1106)
- M. Marco Van Hees au premier ministre sur "la sécurité dans les aéroports" (n° P1107)
- Mme Meryame Kitir au premier ministre sur "la sécurité dans les aéroports" (n° P1108)
- M. Georges Dallemagne au premier ministre sur "la sécurité dans les aéroports" (n° P1109)

Samengevoegde vragen van

- de heer Benoit Hellings aan de eerste minister over "de veiligheid van de luchthavens" (nr. P1104)
- mevrouw Véronique Caprasse aan de eerste minister over "de veiligheid van de luchthavens" (nr. P1105)
- mevrouw Karine Lalieux aan de eerste minister over "de veiligheid van de luchthavens" (nr. P1106)
- de heer Marco Van Hees aan de eerste minister over "de veiligheid van de luchthavens" (nr. P1107)
- mevrouw Meryame Kitir aan de eerste minister over "de veiligheid van de luchthavens" (nr. P1108)
- de heer Georges Dallemagne aan de eerste minister over "de veiligheid van de luchthavens" (nr. P1109)

Benoit Hellings (Ecolo-Groen): Monsieur le premier ministre, chers collègues, en avril 2015, la Commission européenne éditait un document confidentiel dont nous avons eu copie. Il édictait l'état de la sûreté des aéroports en Belgique. À neuf reprises dans ce rapport, il apparaît que la Belgique est *not compliant*, non conforme. Trois fois seulement, il apparaît que selon le règlement européen de 2008 sur la sûreté dans les aéroports elle est conforme. C'est une première source.

Deuxième source: en décembre 2014, une note très complète, en sept points, est adressée par le président du SPF Mobilité, M. Ledoux, à un membre du cabinet de Mme Galant. Le point 7 est extrêmement éclairant. Il est titré: "Sûreté aérienne en danger". Je cite le document: "Il y a de graves manquements en Belgique concernant la sûreté aérienne. Il s'agit de trouver du personnel qualifié, soit engager des consultants. Vu la limitation budgétaire à laquelle nous devons faire face, nous aurons besoin du soutien du cabinet pour obtenir ces moyens budgétaires".

Enfin, un dernier document, un PV, peut-être non approuvé mais un PV quand même, qui prouve qu'en comité de direction il a été rappelé que le SPF Mobilité a demandé des moyens supplémentaires pour assurer la sûreté dans les aéroports. Concrètement: veiller à ce qu'il n'y ait pas de jihadistes sur le tarmac de Bruxelles, Liège ou Anvers.

Ma question est simple, monsieur le premier ministre et madame Galant. Qu'a fait ce gouvernement, compte tenu de toutes ces informations, pour enfin donner les moyens à l'administration de vérifier que la Belgique est conforme à la sûreté dans nos aéroports?

Véronique Caprasse (DéFI): Monsieur le premier ministre, cette fois la coupe est pleine! La démission de Mme Galant est inéluctable à nos yeux. Le 29 octobre 2015, vous nous avez affirmé dans le dossier Clifford Chance que la ministre avait agi de bonne foi mais avait fait preuve d'imprudence. Dans le dossier RER, ce n'était pas la bonne foi de la ministre qui l'a sauvée, mais la faute des autres gouvernements. Cette fois, l'incompétence de votre ministre a exposé des passagers et le personnel des aéroports à des risques majeurs de sécurité. En effet, dès 2014, le président du SPF Mobilité M. Ledoux avait alerté la ministre sur les manquements de l'aéroport de Bruxelles-National pour répondre correctement aux besoins en matière de

sécurité.

Deux rapports confidentiels que M. Hellings a évoqués confirment que la Belgique est jugée non conforme en matière de sécurité dans ces aéroports avec des déficiences graves. Le constat est clair et sans appel. Pour la première fois, la DGTA, responsable de la sécurité de l'aéroport de Bruxelles-National, ne dispose pas des outils nécessaires pour réaliser correctement ses missions de surveillance et de contrôle. Mme Galant était au courant. Elle n'a rien fait. Pire! Elle a refusé à plusieurs reprises de répondre aux demandes de son administration en vue d'améliorer la sécurité après l'attentat du Thalys au mois d'août et des attentats de Paris.

Une partie du budget sécurisé de 400 millions d'euros libéré par le gouvernement fédéral après les attentats de Paris pour lutter contre les actes terroristes, aurait dû servir à améliorer la sécurité de nos aéroports. Or, votre ministre a préféré les utiliser pour renflouer les caisses de Belgocontrol qui n'exerce pourtant aucune compétence en matière de sécurité. Un tel niveau d'irresponsabilité est inadmissible et nous comprenons la démission du président, M. Ledoux.

J'en viens à mes questions, monsieur le président. Monsieur le premier ministre, pourquoi pas un euro des 400 millions promis pour la sécurité n'a été affecté à la sécurisation de l'aéroport, alors qu'une enveloppe budgétaire visant à améliorer la sécurité était prévue? Pourquoi, comme vous le confirmez en commission Mobilité du 2 mars, la ministre n'a commencé à rencontrer les syndicats sur la question de la sécurité de notre aéroport national qu'en septembre 2015, soit un an après sa prise en fonction? Quelles mesures concrètes comptez-vous prendre pour suivre les recommandations de la Commission européenne? Je vous remercie.

Karine Lalieux (PS): Monsieur le premier ministre, chers collègues, j'ai interrogé Mme Galant le 3 mars en commission de l'Infrastructure sur la sécurité de l'aéroport de Bruxelles-National. J'ai demandé à Mme Galant de répondre aux alertes des syndicats des inspecteurs de sûreté de l'aéroport. Ils dénoncent depuis de très longs mois les failles en matière de sécurité dans l'aéroport de Bruxelles. Début mars, Mme Galant m'a dit que les failles de sécurité dénoncées par ces inspecteurs "n'étaient pas exactes". Hier, j'ai réinterrogé Mme Galant encore une fois sur la sécurité de l'aéroport. Elle m'a dit: "Les audits réguliers de la Commission européenne indiquent tous que les normes de sécurité sont totalement respectées."

D'un côté, Mme Galant nous dit que tout va bien; de l'autre côté, au même moment, le site de la RTBF publie un rapport de la Commission européenne très critique sur la sécurité de nos aéroports.

Monsieur le premier ministre, je ne comprends plus. C'est totalement incompréhensible. Comment se fait-il que Mme Galant ne connaît pas le contenu des rapports de la Commission européenne sur la sécurité de nos aéroports? Comment n'est-elle pas au courant de cela? Quand on voit les appels lancés par les travailleurs et par son administration depuis fin 2014, et par la Commission européenne – les rapports existent – et après l'attentat du Thalys et les attentats de Paris, comment expliquer que Mme Galant, si cela est vrai, n'accepte pas les demandes de son administration relatives à la sécurisation de l'aéroport, notamment en lien avec vos 400 millions?

Monsieur le premier ministre, depuis les attentats de Paris, depuis le Thalys, Mme Galant vous a-t-elle fait des demandes claires pour sécuriser l'aéroport et les alentours de l'aéroport, notamment tous ces trous dans les clôtures?

Monsieur le premier ministre, il y a eu les erreurs sur le budget de la SNCB. Il y a eu les erreurs dans le dossier RER. Il y a eu les erreurs dans les marchés publics illégaux de Clifford. Il y a ce conflit ouvert entre son administration et Mme Galant, et des documents confidentiels atterrissent sur des sites de médias. Il y a maintenant les erreurs dans la sûreté de l'aéroport.

Ces erreurs à répétition démontrent, monsieur le premier ministre, un manque de professionnalisme et, à tout le moins, une grande faiblesse dans la conduite des affaires publiques quand il s'agit de la sécurité de nos concitoyens. (*Applaudissements*)

Marco Van Hees (PTB-GO!): Monsieur le premier ministre, la ministre Galant n'a pas été prévenue une fois des problèmes à l'aéroport! Elle n'a pas été prévenue deux fois! Elle a été prévenue de multiples fois des

problèmes de sécurité à l'aéroport, y compris par une question que je lui avais adressée le 20 janvier sur les lacunes en matière de contrôle à l'aéroport.

Madame la ministre, les syndicalistes du SPF Mobilité vous ont adressé cette lettre aussi, dans laquelle ils relèvent de nombreux problèmes. Ils m'expliquent notamment qu'à l'aéroport, dans le *scanning* des bagages, la distance réglementaire de 15 cm n'est pas respectée, parce qu'il faut travailler vite, toujours plus vite, parce que la société privée veut permettre aux voyageurs de s'acheminer plus rapidement vers les échoppes, le *duty free* pour acheter, parce que cela rapporte à l'aéroport.

De tels exemples, nous pouvons vous en donner des dizaines. C'est d'ailleurs ce que vous avez reçu dans cette lettre. Vous avez été prévenue par l'administration, par le président du comité de direction. Vous avez été prévenue par l'Europe et aujourd'hui, vous nous dites ne pas être au courant, alors que des documents et des rapports de réunion prouvent exactement l'inverse!

Par ailleurs, il y a une rupture de confiance, non pas avec le président du comité de direction, mais avec une grande partie du personnel du SPF et de ses représentants syndicaux, comme il y a d'ailleurs une rupture de confiance dans le chef des cheminots.

Monsieur le premier ministre, vu les fautes à répétition de la ministre, une nouvelle fois démontrées dans cette affaire, vu sa propension au mensonge, dont j'ai déjà dit qu'elle l'avait instauré en mode de gouvernance, une nouvelle fois démontrée ici, vu les crises de confiance, notamment avec son administration, estimez-vous que la ministre Galant a encore sa place au sein du gouvernement?
(*Applaudissements*)

Meryame Kitir (sp.a): Mijnheer de premier, ons land werd op 22 maart door zeer zware aanslagen getroffen. Hoe kon dat gebeuren? Konden wij het vermijden? Die vragen werden door iedereen gesteld. De voorbije weken is er zoveel informatie naar boven gekomen, mijnheer de premier, dat er alleen maar meer vragen rijzen.

Wat de veiligheid van de luchthavens betreft, zijn er meerdere signalen gegeven aan de bevoegde minister, mevrouw Galant. De Europese Commissie gaf een zeer vernietigend signaal over de veiligheidsstructuur van de luchthavens. De topambtenaren van de administratie vroegen de minister herhaaldelijk om te investeren in veiligheid. De vakbonden stuurden vorig jaar in februari, na de vrijdelde aanslagen in Verviers, een brief aan de minister. Ik citeer daaruit: "De luchthaveninspecteurs zijn er niet van overtuigd dat de veiligheid, noch de veiligheid van de werknemers, noch de veiligheid van de passagiers op de eerste plaats komen. Vanuit politieke zijde bleef het de afgelopen maanden oorverdovend stil. De luchthaveninspecteurs zijn de onduidelijkheid beu." Die brief werd vorig jaar naar minister Galant gestuurd.

Mijnheer de premier, ik heb maar één vraag, over een minister die verschillende signalen kreeg en verschillende keren verwittigd werd, die daarmee niets deed en die vragen gewoon opzij legde, en die, op het moment dat deze regering een extra budget van 400 miljoen vrijmaakt in de strijd tegen terreur, geen aanvraag deed om de veiligheid te verhogen. Denkt u dat de bevolking nog vertrouwen heeft in een minister die keer op keer de signalen over de veiligheid van de luchthaven heeft genegeerd?

Georges Dallemagne (cdH): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, chers collègues, votre gouvernement reçoit, en avril 2015, un rapport extrêmement inquiétant de la part de la Commission européenne. L'avez-vous reçu personnellement ou bien était-ce votre ministre? Vous recevez un rapport extrêmement inquiétant en avril 2015 concernant la sécurité de l'aéroport. C'est un rapport qui est très dur à maints égards sur les contrôles, sur l'inspection en matière de sécurité à l'aéroport.

Vous aviez déjà eu une alerte en décembre 2014 de la part de l'administration sur les mesures qu'il fallait prendre d'urgence par rapport à la sécurité de l'aéroport. Je rappelle le contexte. La menace oscille entre 2 et 3 au niveau de l'échelle de l'OCAM. Il y a déjà eu les attentats au Musée Juif de Bruxelles. Il y a déjà eu les tentatives d'attentat, heureusement déjouées, à Verviers. Il y a déjà eu les attentats à Paris contre *Charlie Hebdo* et le magasin Hyper Cacher.

Vous attribuez 200 millions d'euros en 2015 à la lutte contre le terrorisme mais rien à l'aéroport. Rien! Pas un euro à l'aéroport!

Et puis se passent les attentats de Paris, de nouveau, vous prenez de nouvelles mesures. Vous attribuez de nouveau 400 millions d'euros. À nouveau, vous n'attribuez absolument rien à la sécurité de l'aéroport. Pire encore, votre ministre propose de détourner, parce que j'appelle cela un "détournement", 25 millions d'euros qui devraient être dédiés au terrorisme pour les affecter à Belgocontrol qui n'a rien à voir avec la lutte contre le terrorisme – rien à voir! – et dont on connaît aujourd'hui le comportement irresponsable et incivique de ces derniers jours.

Monsieur le premier ministre, avez-vous lu ce rapport de la Commission européenne? Partagez-vous mon inquiétude face aux constats qui sont énumérés et qui sont affligeants par rapport au contrôle de la sécurité à l'aéroport de Zaventem? Allez-vous prendre au sérieux ce rapport de la Commission européenne? Allez-vous prendre au sérieux un autre rapport de la Commission européenne qui parle aussi de l'état de sécurité à l'aéroport de Zaventem et dont on n'a pas non plus eu connaissance dans notre parlement mais d'autres parlements en ont été saisis. C'est un rapport extrêmement récent qui date de décembre 2015 sur le contrôle des aéroports européens. Je cite: "La principale difficulté rencontrée par la Belgique en matière de gestion des frontières est la capacité de gérer la situation à ses frontières aériennes. Les lacunes constatées concernent le manque de ressources et l'exécution incorrecte des contrôles aux frontières. De graves manquements ont été relevés".

Monsieur le président, c'est important. C'est aussi un rapport dont nous n'avons pas eu connaissance en temps voulu.

Monsieur le premier ministre, je voudrais savoir si vous gardez la confiance dans votre ministre et si vous allez prendre au sérieux ces deux rapports de la Commission européenne?

Charles Michel, premier ministre: Monsieur le président, mesdames et messieurs, je veux indiquer d'emblée que, comme chacun des intervenants et comme chacun dans cette assemblée, nous prenons tous très au sérieux la situation de la sûreté et de la sécurité dans les aéroports. Cette question est évidemment importante après le drame qui a frappé notre pays, et après d'autres attentats en Europe et dans le monde. Je le répète: il y aura un avant et un après 22 mars, comme il y a eu un avant et un après 11 septembre aux États-Unis.

Deuxièmement, j'ai été informé hier par la presse de la révélation des deux rapports de la Commission européenne. L'un daterait du 26 juillet 2011 et l'autre du 28 avril 2015. J'ai demandé que l'on s'informe à leur sujet. Je vous communique bien volontiers les informations dont je dispose. Pour le rapport de 2011, malgré les demandes qui ont été faites, il n'a pas été possible de le recevoir ni d'être informé de son suivi, qui a été adressé à l'époque vers la Commission européenne. Pour le rapport de 2015, de la même manière, l'information qui m'est communiquée est qu'il n'a pas été transmis au cabinet de la ministre en charge de ce dossier. Selon l'information qui m'est communiquée, la Commission européenne envoie ce rapport à deux fonctionnaires de la DGTA qui disposent d'une habilitation Union européenne restreinte. Il apparaît que ce rapport n'a pas été communiqué au gouvernement, qui en a pris connaissance par la presse, par conséquent, comme l'ensemble des parlementaires. Ces rapports portent, d'après ce que je comprends à ce stade, sur les questions de sûreté, et peut-être pour une part sur des questions de sécurité. Il nous apparaît évidemment essentiel de faire la clarté sur cette situation.

Troisièmement, la DGTA a été sollicitée au cours des dernières heures pour communiquer ces informations et rendre compte du suivi qu'elle a réalisé, étant l'administration qui reçoit, via deux fonctionnaires, le rapport en question. Il a été indiqué au cabinet de la ministre en charge qu'un suivi aurait été réalisé. Le *national quality control program* a été adopté. Le *national aviation security program* a été approuvé par le cabinet et est actuellement en cours de traduction.

Il existe un planning des audits réalisés en 2015 ainsi que de ceux prévus en 2016.

Quatrièmement, les problèmes de sécurité de l'aéroport et des compagnies aériennes ont été modifiés en conformité, me dit-on, avec les exigences de la législation européenne.

Cinquièmement, l'arrêté royal relatif au mandat des inspecteurs aurait été signé et transmis pour avis aux Régions.

Voilà les cinq points qui me sont communiqués par le cabinet, qui reçoit ces informations de la DGTA.

J'ai demandé que tout soit fait dans les heures qui viennent pour clarifier autant que possible la manière dont ces indications ont été communiquées, les suivis qui ont été opérés par l'administration et également par le cabinet en charge. Il va de soi que personne ne doit échapper à l'ensemble de la clarté sur un sujet aussi crucial et aussi important que celui-là.

En ce qui concerne la provision sécurité (200 millions et 400 millions d'euros), la sécurité des aéroports et des gares a été prise en considération dans le cadre de la répartition. Deux décisions ont été prises. D'abord l'octroi de principe d'un montant de 17,8 millions d'euros pour de l'équipement dans les gares (portiques, scanners), pour lequel les ministres en charge doivent préparer des dossiers d'exécution à soumettre au gouvernement. Ensuite, s'agissant de la sécurité de l'aéroport, nous avons mis l'accent sur la mobilisation de moyens policiers supplémentaires puisqu'il est prévu d'embaucher 35 équivalents temps plein supplémentaires. Cette décision a été prise avant les attentats et vise les aéroports de Bruxelles et de Charleroi.

En conclusion, je veux que toute la clarté soit faite. Je souhaite que le gouvernement, chacun des ministres, et moi le premier, nous soyons à la hauteur des enjeux. Le drame qui nous a frappé doit nous amener à ne pas avoir peur de la vérité. Il doit nous amener à regarder, dans les semaines, les mois, les années qui ont précédé les attentats quels sont les points dont il faut tirer des leçons pour l'avenir. Nous avons affirmé que la commission d'enquête parlementaire qui a été décidée par cette assemblée aurait toute la capacité d'avoir le soutien du gouvernement, qui coopérera dans toutes ses dimensions pour que la lumière soit faite.

Je forme le vœu qu'on puisse, dans la sérénité, dans la détermination, assumer nos responsabilités pleinement.

J'aurai encore une réaction aux documents qui ont été transmis au parlement. Je comprends qu'un des procès-verbaux qui date de quelques jours aurait été contesté. Des échanges de mails semblent le montrer. Je n'en tire aucune conséquence, c'est un constat.

Et je relève qu'il y a une note d'information quelques semaines ou mois après la mise en place du gouvernement qui évoque de nombreux thèmes dont celui de la sécurité et de la sûreté dans l'aéroport. Le parlement doit pouvoir être capable de vérifier de manière précise ce qui a été fait de part et d'autre. Y-a-t-il eu des notes complémentaires transmises par l'administration ou au départ du cabinet? J'ai toute confiance dans le travail de cette assemblée pour faire la clarté là-dessus et tirer des leçons. J'affirme la détermination du gouvernement à ce que cela puisse se faire.

Benoît Hellings (Ecolo-Groen): Monsieur le premier ministre, cette réponse est très insatisfaisante. Peu importe que le document confidentiel n'ait pas été transmis à la ministre et seulement, peut-être, à l'administration. Cette dernière, à plusieurs reprises, a prévenu la ministre. Dans la note à laquelle vous faites référence, le point 6 parle de la sûreté, mais le point 4 parle de l'argent alloué aux aides d'État. Je cite: "L'administration n'a pas les moyens, en interne, de mener une politique sérieuse de sûreté aérienne. On entre dans Zaventem comme dans un moulin. Des djihadistes bien connus se baladent avec des badges d'accès à l'aéroport. Les aides d'État – les aides que Mme Galant voulait donner aux compagnies aériennes - ne serviront nullement à remédier à ce problème, mais seulement à faire plaisir aux actionnaires de ces compagnies". Mme Galant l'a reçu, ça; elle le savait!

Alors que ce parlement et les citoyens ont droit à la vérité et à la transparence, vous avez utilisé le conditionnel plusieurs fois. Maintenant que les contrôleurs aériens de Belgocontrol ont repris leur travail, madame Galant, envollez-vous, partez!

Véronique Caprasse (DéFI): Monsieur le premier ministre, on ne peut pas continuer comme cela! Mme Galant doit partir! Jamais deux sans trois. On est au troisième coup. Maintenant, monsieur le premier-ministre, vous devez prendre votre décision. Ce n'est plus gérable! Surtout quand on voit qu'un directeur de service comme M. Ledoux démissionne parce que ce n'est plus concevable de travailler avec Mme Galant. C'est le monde à l'envers! Laisser Mme Galant travailler dans ce ministère ou de manière générale comme ministre n'est pas la bonne solution.

Madame Galant, vous avez menti à plusieurs reprises aux citoyens, c'est inacceptable. Nous ne pouvons plus tolérer que vous restiez ici comme ministre.

Karine Lalieux (PS): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, il me semble que vous avez choisi d'être prudent. En effet, aujourd'hui, vous n'avez pas du tout couvert votre ministre, comme vous l'aviez déjà fait pour d'autres erreurs. Vous nous avez dit – et nous prenons la balle au bond – que tout cela devait être analysé point par point en commission d'enquête sur les actes terroristes. Ce sera fait. Comptez sur nous, s'il le faut, nous pouvons déposer un amendement pour ajouter à ses missions la sécurité des aéroports. C'est indispensable.

Il y a une non-connaissance du rapport de la Commission européenne et si ces rapports n'ont pas été transmis par des hauts fonctionnaires, c'est une faute très grave. Si ce que la ministre avance est exact, il faut demander une enquête immédiate au sein de cette administration.

Je pense aussi qu'il n'y avait pas que le rapport de la Commission européenne. Mme Galant était prévenue par ses travailleurs, par ses inspecteurs, par la DGTA. Je pense qu'il y a eu légèreté dans la prise en compte de tous ces appels de la part de ses travailleurs et de son administration.

Marco Van Hees (PTB-GO!): Monsieur le premier ministre, vous ai-je bien entendu? C'est donc via la presse que vous et la ministre Galant prenez connaissance des rapports de la Commission européenne. Cela montre l'état des relations que la ministre entretient avec son administration!

On sait depuis un petit temps que ce qui caractérise la ministre Galant, c'est son incompetence, son arrogance, son art du mensonge. Et elle partage avec l'ensemble du gouvernement un certain mépris pour l'intérêt général, comme a pu le dire le président du comité de direction du SPF Mobilité.

Et quand je lis dans le rapport de la Commission européenne les mentions "non conforme" et "déficiences graves", je me demande en fait si cette dernière parle des aéroports ou de la gestion de Mme Galant.

J'allais vous demander, monsieur le premier ministre, de lui remettre quelque chose que j'ai ici pour elle, mais puisqu'elle est présente, je vais me permettre de le lui remettre directement. Il s'agit d'un billet de train, un aller simple pour Jurbise, en deuxième classe. Cela vous permettra de prendre le train, pour une fois! (*M. Van Hees remet à Mme Galant un billet de train*)

Meryame Kitir (sp.a): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, u bent voorzitter van onze Nationale Veiligheidsraad en u komt in dit Parlement zeggen dat u gisteren pas via de pers melding hebt gekregen van de Europese Commissie dat er een probleem is met de veiligheid van de luchthaven.

Alle andere signalen, zowel van de vakbonden als die van de administratie negeert u. U komt hier zeggen dat wij eigenlijk pas sinds gisteren weten dat er een probleem is met de luchthaven en dat wij nu zullen bekijken wat wij daaraan kunnen doen.

Mijnheer de eerste minister, veiligheid is geen probleem van gisteren. Het is een verantwoordelijkheid van vandaag en van morgen. Ik hoop dat deze regering de veiligheid van onze burgers veel meer serieus zal nemen.

Georges Dallemagne (cdH): Monsieur le premier ministre, vous avez choisi de charger l'administration. Vous nous avez répondu n'en avoir été informé que par voie de presse. Il est totalement insensé et hallucinant, quand on est ministre de la Mobilité et qu'on est en charge de la sécurité de l'aéroport, de prétendre ne pas être informé et de ne pas être proactif tant que l'administration ne demande rien. L'impulsion politique vient du gouvernement. C'est à lui qu'incombe la responsabilité politique!

Vous dites que deux rapports ne vous sont pas parvenus. En tout cas, l'un d'eux vous était adressé: c'est celui que j'ai cité. En effet, il était destiné au Conseil européen, donc aux membres du gouvernement belge. Il est aussi accablant sur le plan de la sécurité aéroportuaire. L'autre remonte à février dernier et adresse trente et une recommandations à la Belgique en termes de contrôle des frontières – aériennes, en particulier. Et celui-là non plus n'a pas été diffusé ni partagé avec le parlement! Pourtant, on le trouve ailleurs. J'ai ainsi

pu le consulter sur le site de l'Assemblée nationale.

En tant que parlementaire belge, j'aimerais pouvoir être saisi de ces questions en matière de contrôle des frontières et de sécurité aéroportuaire. Je trouve que c'est le minimum!

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Samengevoegde vragen van

- de heer Veli Yüksel aan de minister van Mobiliteit, belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, over "Belgocontrol" (nr. P1111)
- de heer Gilles Foret aan de minister van Mobiliteit, belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, over "Belgocontrol" (nr. P1112)
- de heer Bert Wollants aan de minister van Mobiliteit, belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, over "Belgocontrol" (nr. P1113)
- mevrouw Nele Lijnen aan de minister van Mobiliteit, belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, over "Belgocontrol" (nr. P1114)

Questions jointes de

- M. Veli Yüksel à la ministre de la Mobilité, chargée de Belgocontrol et de la Société Nationale des Chemins de fer Belges, sur "Belgocontrol" (n° P1111)
- M. Gilles Foret à la ministre de la Mobilité, chargée de Belgocontrol et de la Société Nationale des Chemins de fer Belges, sur "Belgocontrol" (n° P1112)
- M. Bert Wollants à la ministre de la Mobilité, chargée de Belgocontrol et de la Société Nationale des Chemins de fer Belges, sur "Belgocontrol" (n° P1113)
- Mme Nele Lijnen à la ministre de la Mobilité, chargée de Belgocontrol et de la Société Nationale des Chemins de fer Belges, sur "Belgocontrol" (n° P1114)

Veli Yüksel (CD&V): Mijnheer de premier, de luchtvaartsector in ons land heeft het hard te verduren. Op 22 maart jongstleden werd de luchthaven zwaar getroffen door een terreuraanslag. Eergisteren legden de luchtverkeersleiders het werk neer na een oproep van het gilde. We waren allemaal verrast en verbaasd, want het aan de grond houden van vliegtuigen heeft een enorme economische en maatschappelijke impact. Duizenden zakenmensen en toeristen en tientallen luchtvaartmaatschappijen werden door een kleine groep gegijzeld. Dat is onverantwoord en bijzonder pijnlijk voor het imago van ons land in het buitenland. Op het moment waarop de luchthaven van Zaventem haar wonden likt en iedereen zich kapot werkt om de luchthaven weer voor honderd procent operationeel te krijgen, wordt er actie gevoerd door de luchtverkeersleiders. We moeten daar vragen over stellen. Mijnheer de premier, wat ons betreft, is dat niet voor herhaling vatbaar.

De concrete aanleiding voor de actie is de pensioenregeling voor de luchtverkeersleiders. In de in het paritaire comité goedgekeurde tekst spreekt men over 58 jaar tegen 2030. Het langer aan de slag houden van werkenden is de ambitie van de regering. Langer werken is ook nodig om de pensioenen te kunnen betalen en onze sociale welvaart overeind te houden. Iedereen, alle groepen en sectoren, moet hier een bijdrage aan leveren.

Een andere kwestie, mijnheer de premier, collega's, is de garantie van de dienstverlening op de luchthaven. In het regeerakkoord staat dat er voor Belgocontrol, in overleg met de sociale partners, een gegarandeerde dienstverlening moet komen, ook in geval van staking, zonder dat daarbij het stakingsrecht aan banden wordt gelegd.

Mijnheer de premier, wat zult u doen om dat soort situaties in de toekomst te vermijden? Wat is de economische schade voor ons land? Wat is de imagoschade voor ons land?

U hebt gisteren een oproep gedaan om dokters daarheen te sturen voor de werkonwilligen. Wat hebben de controleartsen vastgesteld?

Gisteren was er ook overleg met de vakbonden en de directie op het kabinet van de minister. Wat was daar het resultaat van?

Ten slotte - en dit is niet onbelangrijk -, komt de minimale of gegarandeerde dienstverlening er? Wat is de

stand van zaken? Welk tijdspad zult u en de regering volgen?

Gilles Foret (MR): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, chers collègues, ces mardi et mercredi, le trafic aérien belge a de nouveau été perturbé en raison cette fois d'une grève sauvage et irresponsable lancée par une partie des contrôleurs aériens de Belgocontrol. Cette action a paralysé le ciel belge et pris en otage les travailleurs, les touristes, celles et ceux qui font tourner l'économie et défendent une image gagnante de la Belgique.

Cette action était particulièrement inacceptable dans un contexte où la Belgique tente de se relever après les terribles attentats de Bruxelles.

Défendre ses conditions de travail est bien sûr légitime. Mais était-il opportun d'entreprendre ce type d'action dans la situation que notre pays traverse aujourd'hui et après tous les efforts déployés par les acteurs du transport aérien pour maintenir la capacité de connexion aérienne internationale de la Belgique.

Que dire également des réactions des différents aéroports et des compagnies aériennes qui se sont insurgées contre cette grève sauvage. Fermer l'espace aérien témoigne d'un manque total de décence et de respect pour l'aéroport, pour ses travailleurs ainsi que pour ses usagers.

Monsieur le premier ministre, j'ai deux questions. Pouvez-vous nous donner plus d'informations quant à l'impact des actions irresponsables sur le plan économique mais aussi international? Pouvez-vous nous dire aussi ce qui a été concrètement entrepris par le gouvernement pour apaiser cette situation qui a engendré de graves difficultés pour notre pays?

Bert Wollants (N-VA): Mijnheer de eerste minister, collega's, bij Belgocontrol leefde één emotie de afgelopen dagen: woede. Woede omdat onze luchthaven een nieuwe klap in het gezicht krijgt, woede bij mensen die vastzaten op de luchthaven, woede omdat een kleine groep ervoor kan zorgen dat zulke chaos wordt georganiseerd.

Dit is verwerpelijk. U moet weten dat onze luchthaven een economische motor is voor ons land. Wij moeten dit koesteren. Dat wil zeggen dat wij onze verantwoordelijkheid moeten opnemen. Verantwoordelijkheid nemen wil zeggen dat wij eindelijk de gegarandeerde dienstverlening op tafel leggen en ervoor moeten zorgen dat zij kan worden afgedwongen.

Ik heb dit verzoek de jongste tijd heel vaak gehoord, van burgers en bedrijven, en de jongste dagen ook van luchtverkeersleiders met een hart voor de luchthaven, die wel aan het werk gingen. Ik heb het ook van Belgocontrol zelf gehoord, dat heel graag wil dat de politiek dit aanpakt en regelt.

Mijnheer de eerste minister, ik meen dat wij de handschoen moeten oprapen. Het is geen kwestie meer van of en hoe, maar van wanneer en wie het zal doen.

Mijn vraag aan u is dan ook heel eenvoudig. Zal uw regering in de komende tijd met teksten naar het Parlement komen of laat u het initiatief aan de parlementsleden, die dit zeer graag in handen willen nemen?

Nele Lijnen (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, op 27 mei 2015 was er een stroompanne bij Belgocontrol. Op 22 maart 2016, een datum die voor eeuwig in ons geheugen gegrift zal staan, vonden de vreselijke aanslagen plaats. Op 12 april 2016 legden de luchtverkeersleiders het luchtruim lam. Het was de derde slag voor de luchthaven op één jaar tijd en het was er eentje onder de gordel.

Een greep uit de krantenkoppen: kwaadaardig, onverantwoord, schaamteloos. Kan iemand zich indenken dat twee weken na 9/11 de brandweer van New York zou staken? Kan Zaventem dit nog aan? Collega's, die krantenkoppen hebben gelijk. Ja, sociale onderhandelingen leiden soms tot onrust en tot stakingen. Voor dat actiemiddel lopen wij niet bepaald heel warm, maar het is wel legitiem. Maar ambtenaren met een cruciale functie en een mooi statuut, die hun macht zo misbruiken op het meest ongelukkigste moment, dat is *du jamais vu*, dat is onaanvaardbaar. Als ze daarvoor ook nog onze dierbare ziekteverzekering misbruiken, dan smaakt dat niet alleen wrang, dat is laf.

Mijnheer de eerste minister, het is hier vandaag al aan bod gekomen en ik zeg het met klem: een continue

dienstverlening op de luchthaven is essentieel voor onze economie, voor het toerisme, voor de luchtvaartmaatschappijen en voor de passagiers. Uw regering erkent dat, want u schreef in het regeerakkoord: "De regering zal Belgocontrol opdragen om na overleg met de sociale partners een voorstel uit te werken dat in geval van staking toch in een gegarandeerde dienst voorziet".

Ik heb één vraag u, mijnheer de minister. Wanneer voert u de minimale dienstverlening in bij Belgocontrol?

Eerste minister **Charles Michel**: Ik deel de vaststelling dat de aanvallen in Brussel niet alleen een menselijke tragedie inhielden maar ook veel economische schade aanrichtten. We hebben het tijdens de budgettaire discussies gehad over de engagementen van de regering om steun vrij te maken voor economische sectoren die in moeilijkheden kwamen na deze aanslagen. Daarom waren we bijzonder kwaad omdat een kleine minderheid de beslissing nam om de luchthaven plat te leggen op een moment waarop we veel inspanningen hadden geleverd om de luchthaven zo snel mogelijk te heropenen.

Nous avons tous été sidérés par cette action brusque, sauvage et brutale qui a démarré sous l'impulsion de quelques-uns. Je partage les mots sévères qui ont déjà été exprimés par plusieurs intervenants: cet acte, cette action, cette prise en otage du pays et de son image sur le plan économique et donc sur le plan social, cette mise en danger de l'emploi directement lié à l'activité aéroportuaire est inacceptable et irresponsable.

En étroite concertation avec mon cabinet, nous avons évidemment immédiatement décidé d'agir avec la ministre de la Mobilité et le ministre de l'Emploi, afin de faire redémarrer l'activité de Belgocontrol. Tout au long des dernières heures, heure après heure, relève après relève, nous nous sommes mobilisés pour faire en sorte que le personnel nécessaire au maintien de la continuité de Belgocontrol soit disponible.

En ce moment même, l'aéroport fonctionne à nouveau normalement mais nous sommes particulièrement vigilants. Nous devons demeurer attentifs en la matière dans les heures et jours à venir.

Ensuite, j'aimerais insister sur le fait qu'il est certain que la continuité d'un certain nombre de services publics, comme l'est Belgocontrol, et qui ont une fonction essentielle pour la sauvegarde de notre image et pour le développement économique, doit retenir l'attention du gouvernement, du parlement et, je l'espère, des partenaires sociaux.

Je me réjouis donc que nous soyons parvenus hier, en concertation avec les partenaires sociaux et alors que deux ministres représentaient le gouvernement, à lancer cet appel solennel à reprendre le travail. Mais cela ne suffit pas!

Ce qui s'est passé et se passe à Belgocontrol doit enclencher les mécanismes permettant au gouvernement dans les plus brefs délais et en concertation avec les partenaires sociaux, de garantir à nouveau la continuité et faire en sorte que ce type d'événements ne se produise plus jamais. Il en va de notre engagement et de notre détermination!

Veli Yüksel (CD&V): Mijnheer de premier, dank u voor het antwoord.

De luchthaven is de economische motor van Brussel en van ons land. Er zijn veel jobs mee gemoeid. Zowel de reizigers als de luchtvaartmaatschappijen en alle bedrijven moeten altijd, 24 uur op 24, 7 dagen op 7, op die luchthaven kunnen rekenen.

Mijnheer de premier, *it's time to deliver*. We zijn anderhalf jaar bezig. Wat de werven voor de luchthaven betreft, gaat het om 2 punten. Ten eerste, de gegarandeerde dienstverlening die er moet komen. Wat ons betreft, was dit de allerlaatste wilde staking op de luchthaven. Ten tweede, moet ook de vliegwet er komen om de luchthaven en de bedrijven stabiliteit te geven. De bijdragen die moeten geleverd worden door bedrijven, luchtvaartmaatschappijen en regionale luchthavens moeten ook in orde komen.

Mijnheer de premier, mevrouw de minister, wij roepen u op om hier werk van te maken. Het is vijf na twaalf. Als men zijn vliegtuig mist, weet men hoe laat het is.

Gilles Foret (MR): Monsieur le premier ministre, je suis heureux des propos que vous avez tenus et du retour à la responsabilité dans le chef des uns et des autres. Nous devons en effet tout mettre en œuvre à

l'avenir pour que cela ne se reproduise plus, dans l'intérêt des voyageurs, de l'aéroport, de ses travailleurs, de ses usagers. Il y va de l'image de la Belgique et de notre crédibilité.

Je vous remercie en tout cas pour votre action et celle de votre gouvernement. Vous pouvez compter sur nous pour aller dans ce sens dans les prochaines semaines, dans les prochains mois.

Bert Wollants (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, ik dank u voor uw antwoord.

Ik hoor de laatste dagen en ook hier dat de neuzen in dezelfde richting staan: die gegarandeerde dienstverlening zo snel mogelijk op tafel leggen, goedkeuren en afdwingen.

Wij moeten met zijn allen aan de bagagekar trekken om ervoor te zorgen dat de gegarandeerde dienstverlening er komt. Wij rekenen op u en u kunt op onze steun rekenen.

Nele Lijnen (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, eerst en vooral wil ik degenen die wel zijn gaan werken in de toren danken. Ik denk dat zij hun verantwoordelijkheid hebben getoond.

Onze fractie legt opnieuw het voorstel van Guido De Padt op tafel in de commissie voor de Infrastructuur om ervoor te zorgen dat de gegarandeerde dienstverlening er in alle overheidsbedrijven komt.

Tot slot, mijnheer de eerste minister, laat voor een keer de Reagan in u maar los en maak komaf met de walgelijke chantage van een kleine minderheid.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Vraag van de heer Filip Dewinter aan de minister van Justitie over "het enkelbandregime voor gevangenen terroristen die deradicaliseringslessen volgen" (nr. P1110)

Question de M. Filip Dewinter au ministre de la Justice sur "le port du bracelet électronique pour les détenus terroristes qui suivent des cours de déradicalisation" (n° P1110)

Filip Dewinter (VB): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, vorige week werd Bilal El Makhouki gearresteerd in Brussel. Hij werd gearresteerd omwille van zijn betrokkenheid bij de aanslagen in zowel Parijs als Brussel. Men zal het niet geloven, zeker niet na de aanslagen van enkele weken geleden, maar de man zat thuis met een enkelband. Hallucinant, al was het maar omwille van het feit dat zo'n enkelband u natuurlijk wel beperkt in uw bewegingsvrijheid, maar niet in de vrijheid om te plannen, te organiseren, te bellen en te regelen wat men wil.

U hebt naar aanleiding van deze pijnlijke omstandigheden verklaard dat voor risicoprofielen alleen nog enkelbanden zullen worden toegestaan als de betrokkenen willen deradicaliseren en ter zake cursussen willen volgen. Ik wil wel, maar ik vind dit absoluut onvoldoende. Zo'n enkelband is een vorm van schijnveiligheid die alle vrijheden tolereert, met uitzondering van de bewegingsvrijheid. Het lijkt mij dan ook bijzonder naïef te veronderstellen dat deze maatregel voldoende zou kunnen zijn.

Het is een beetje alsof een leeuw wil vangen met een muizenval. Dat lukt niet, dat weet u maar al te goed.

Mijn vraag is of wij dan niets hebben geleerd uit de pijnlijke omstandigheden van de voorbije weken en jaren die hebben geleid tot de aanslagen in Brussel en elders in Europa. Kunt u uw voorstel enigszins concretiseren? Hoeveel mensen verkeren in deze situatie? Over wie gaat het feitelijk? Wat bedoelt u precies met uw voorstel? Hoe concreet is uw voorstel? Of hebt u ondertussen ingezien dat dit voorstel allesbehalve realistisch en eerder naïef te noemen is?

Minister **Koen Geens**: Mijnheer Dewinter, ten eerste, men moet een onderscheid maken. Personen die een korte straf kregen, konden tot voor kort deze korte straf uitzitten met een enkelband. Dat staat in een rondzendbrief die nog door mijn voorganger is opgemaakt. Ik heb die rondzendbrief gewijzigd op 26 november 2015 voor mensen die een korte straf kregen wegens terroristische misdrijven. Mensen als Bilal el-Makhoukhi, die een terroristisch misdrijf gepleegd hebben met korte straf, kunnen voortaan niet meer hun straf uitzitten met een enkelband.

Ten tweede, vandaag keurt het Parlement waarschijnlijk het eerste Terrorontwerp goed, binnenkort komt er een tweede Terrorontwerp, waardoor het gemakkelijker wordt terroristen in voorlopige hechtenis te nemen dan nu. De voorwaarden voor voorlopige hechtenis worden minder streng gemaakt, zodat terroristen gemakkelijker in voorlopige hechtenis kunnen worden genomen.

Ten derde, wat u bedoelt en naïef noemt, is het overleg dat ik op 20 april zal houden met de Gemeenschapsministers. Wij zullen bekijken of terroristen die een langere straf kregen en die in aanmerking komen voor voorlopige invrijheidstelling nadat zij, naargelang van het geval, minimaal een derde of twee derde van hun straf hebben uitgezeten, deze voorlopige invrijheidstelling kunnen aanvatten met een enkelband, gecombineerd met een opvolging van hun deradicalisering door de Gemeenschap.

Dit zijn drie verschillende dingen. Het derde is nog niet in uitvoering, het tweede komt binnenkort naar het Parlement, en het eerste is in uitvoering.

Filip Dewinter (VB): Mijnheer de minister, ik noteer uw verduidelijking. Ik noteer echter ook dat het wel degelijk uw intentie is diegenen die veroordeeld zijn tot een langere periode toe te laten dat zij de laatste periode uitzitten met een enkelband indien zijn akkoord gaan met een deradicaliseringscursus, en ze zo los te laten op de samenleving.

Ik vind dit, hoe men het ook draait of keert, inderdaad naïef. Ik vind dit zelfs gevaarlijk, wegens het eenvoudige feit dat ik ervan uitga dat deze soort radicale moslims niet bereid zijn te spelen volgens de spelregels van onze samenleving. Dat zijn zij niet en zullen zij ook nooit zijn. Wij moeten hen dan ook niet belonen, wij moeten hen geen tweede kans geven, wij moeten niet proberen hen te deradicaliseren, want dat zal nooit lukken. Zij zullen gebruik maken van de taqiyya, een Arabische term voor misleiding en leugen, die hen toelaat met het oog op de opdracht die zij hebben ons een rad voor de ogen te draaien.

Het enige wat wij kunnen doen, is deze mensen zo lang mogelijk, en voor mijn part voor altijd, achter de tralies te zetten om ervoor te zorgen dat zij geen gevaar meer betekenen voor onze samenleving. Daar horen zij thuis, niet met een enkelband in de vrijheid van onze Vlaamse samenleving.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Einde van de mondelinge vragen.

Terroristische aanslagen – Internationaal medeleven

Attentats terroristes – Témoignage de sympathie en provenance de l'étranger

Naar aanleiding van de terroristische aanslagen op dinsdag 22 maart 2016 heeft de Kamer van volksvertegenwoordigers van de Republiek Malta mij haar medeleven betuigd.

À l'occasion des attentats terroristes survenus le mardi 22 mars 2016, un message de soutien et de condoléances m'est parvenu de la Chambre des représentants de la République de Malte.